

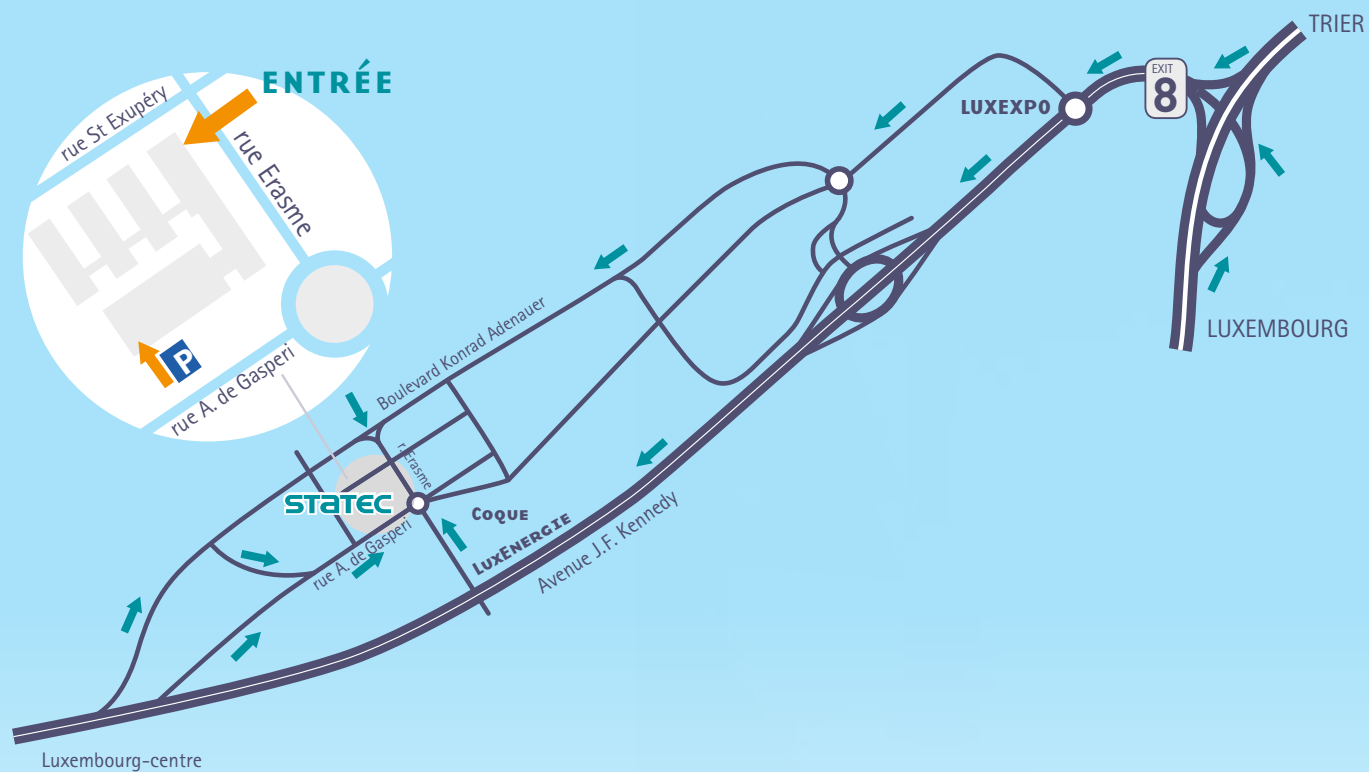
RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014



STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Luxembourg



STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg

Tél. : 00352 247 84333 • Fax : 00352 46 42 89
B.P. 304 L-2013 Luxembourg
info@statec.etat.lu • www.statec.lu

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014





Gare de Luxembourg 2012 (Toit ETFE membran)

S O M M A I R E

Lexique des abréviations	5
Événements 2014	7
Édito	9
Les missions du STATEC	11
Organigramme du STATEC	13
Services généraux	15
Diffusion et communication	15
Informatique	18
Budget et personnel	20
Centrale des bilans	22
Statistiques sociales	25
Conditions de vie	25
Marché du travail et éducation	27
Population et logement	28
Statistiques de prix	30
Statistiques d'entreprises	33
Commerce extérieur	33
Investissements directs étrangers	34
Statistiques structurelles d'entreprises	35
Indicateurs conjoncturels, transports, tourisme	36
Répertoire des entreprises	37
Statistiques macroéconomiques	39
Nouveau cadre méthodologique et révision statistique	39
Mise en œuvre du SEC 2010	40
Nouveau manuel de la balance des paiements (MBP6)	41
Études, prévisions et recherche	43
Conjoncture	43
Recherche	44
CEDES (Centre de documentation économique et statistique)	46
Prévisions et modélisation	47
Coopération statistique internationale	49



LEXIQUE DES ABRÉVIATIONS

ANEC	Agence de l'économie de la connaissance
ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
BACH	Bank for the Accounts of Companies Harmonised
BCE	Banque centrale européenne
BCL	Banque centrale du Luxembourg
BOP	Balance of payments
CADaS	Common Accident Data Set
CARE	Community Road Accident Database
CATI	Computer Assisted Telephone Interviewing
CAWI	Computer Assisted Web Interviewing
CEPS-INSTEAD	Centre for Population, Poverty and Public Policy Studies
CES	Conseil économique et social
CNC	Commission des normes comptables
COICOP	Classification of Individual Consumption According to Purpose
CRP	Centre de recherche publique
CTIE	Centre des technologies de l'information de l'État
DG	Direction Générale
DICE	Dynamics of Innovation and Employment in Luxembourg
EBM	Enquête sur le budget des ménages
ECCBSO	European Committee of Central Balance Sheet Data Offices
eCDF	Plateforme électronique de collecte des données financières
EFT	Enquête sur les forces du travail
EGR	EuroGroup Register
EGSS	Comptes des biens et services environnementaux
EMCO	Comité d'emploi de la Commission Européenne
EMN-NCP LU	European Migration Network – National Contact Point Luxembourg
ESS	European Statistical System
EU-SILC	Statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie
FATS	Foreign affiliates statistics
FAQ	Foire aux questions / Frequently Asked Questions
FMI	Fonds monétaire international
FNR	Fonds National de la Recherche
FRIBS	Framework Regulation Integrating Business Statistics
GEM	Global Entrepreneurship Monitor
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
IDE	Investissements directs étrangers
IDRF	Enquête budget et consommation des ménages (Inquérito às Despesas e Receitas Familiares)
INE-CV	Institut national de statistique du Cap Vert
INTRASTAT	Statistiques des échanges intra-communautaires de biens
IPCH	Indice des prix à la consommation harmonisé
IPCN	Indice des prix à la consommation national
IPPI	Indice des prix à la production des produits industriels
MBP	Manuel de la balance des paiements
NACE	Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OOH	Owner-occupied housing
PARIS21	Partnership in Statistics for Development in the 21 st Century
PCN	Plan comptable normalisé luxembourgeois
PDSL	Plan directeur sectoriel lycées
PEG	Politique extérieure globale
PIB	Produit intérieur brut
PPA	Parité de pouvoir d'achat
Q&A	Questions and Answers
RBL	Registre des Bâtiments et des Logements
RCSL	Registre de commerce et des sociétés Luxembourg
RETEL	Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi
RGPP	Répertoire général des personnes physiques
RNB	Revenu National Brut
RNPP	Registre national des personnes physiques
RSE	Responsabilité sociale des entreprises
R&D	Recherche et développement
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SDDS	Special Data Dissemination Standard
SEC	Système européen des comptes nationaux
SIFIM	Services d'intermédiation financière indirectement mesuré
SIMSTAT	Single Market Statistics
TIC	Technologies de l'information et de la communication



Piscine d'Obercorn - Differdange / Aquasud - Vert Marine 2014 (M3 Architectes)

É V É N E M E N T S 2 0 1 4

Janvier	Workshop sur les statistiques de la criminalité	Dans le contexte de la publication des premiers résultats de l'enquête sur la sécurité au Luxembourg, le STATEC, l'Université du Luxembourg / INSIDE et l'Association Luxembourgeoise de Criminologie, ont invité à un workshop consacré aux enjeux statistiques, politiques et sociaux en relation avec les statistiques de la criminalité.
Février	Journées de l'économie 2014	Le ministère de l'Économie, la Chambre de commerce du Grand-Duché de Luxembourg et la Fedil, en collaboration avec PwC, ont organisé l'édition 2014 des Journées de l'Économie, qui avaient pour thème : Réinventer Luxembourg. Quelque 400 personnes avaient trouvé le chemin dans le centre de conférences de la Chambre de Commerce.
Avril	Visite d'Antonio Duarte, Président de l'Institut National des Statistiques du Cap-Vert	Cette visite a eu lieu dans le cadre d'un projet de coopération luxembourgeois avec l'Institut National des Statistiques du Cap-Vert (INE-CV).
Juillet	Présentation de l'étude "Formation des salaires et indexation automatique : analyse comparative de quatre pays européens"	"L'Observatoire de la compétitivité du ministère de l'Économie en collaboration avec le STATEC avait invité à la présentation de l'étude «Formation des salaires et indexation automatique : analyse comparative de quatre pays européens» commanditée par l'Université du Luxembourg. Intervenants : Serge Allegrezza (chargé de direction de l'Observatoire de la compétitivité), Arnaud Bourgain et Henri Snessens (CREA, Université de Luxembourg), Fatemeh Shadman, Kirti Mehta (MeSh Analytics, Bruxelles)."
Août	Les communes et les cantons du Luxembourg dans le miroir du recensement de la population	Nouvel ouvrage qui contient les chiffres-clés, pour les cantons et les communes, relatifs notamment à la population, au statut socio-économique, au logement et au niveau d'éducation. Les chiffres pour chaque commune sont présentés de manière systématique, de façon à permettre la comparaison avec le canton dont la commune fait partie et avec le pays dans sa totalité. L'ouvrage s'adresse à tous les citoyens. Il a une utilité particulière pour les responsables politiques et associatifs locaux.
Septembre	Séminaire : «The use of mobile phone positioning data in statistics, marketing and planification».	Présentation par la firme estonienne Positium sur les possibilités d'utilisation de données de positionnement des GSM. Margus Tiru et Siim Esko présentaient leurs activités de recherche, les applications pratiques, les aspects légaux d'accès aux données, la qualité des données et la technologie utilisée.
Octobre	Publication du rapport travail et cohésion sociale	C'est le neuvième rapport "Travail et cohésion sociale" du STATEC, édité traditionnellement à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, et qui livre une vue d'ensemble sur la situation sociale du pays et la situation de l'emploi et du travail au Grand-Duché de Luxembourg.
	Le Logement en chiffres	Nouvelle série de publications qui reprend les dernières statistiques sur les prix de transaction des appartements renseignés dans les actes notariés déposés auprès de l'Administration de l'enregistrement et des domaines. Des analyses sur des thèmes spécifiques sont présentées dans chaque numéro.
Novembre	Dynamiques des entreprises du Luxembourg, compétitivité de la nation	Ce cahier économique (n°118) est dédié à la dynamique des entreprises du Luxembourg. Les entreprises sont encore mal connues au Luxembourg. Depuis quelques années une série d'enquêtes sur l'innovation, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, la formation continue, l'esprit d'entreprise, sont venues s'ajouter aux données issues des comptes des entreprises. Il devient possible d'analyser la diversité et la dynamique et la performance des entreprises luxembourgeoises.
	Walfer Bicherdeeg et Foire de l'étudiant	Présence du STATEC avec un stand d'exposition.
Décembre	L'accès à l'emploi des groupes vulnérables. Entre instabilité, précarité et exclusion du marché du travail	Colloque organisé par l'observatoire de l'emploi RETEL (Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi) en collaboration avec le CEPS / INSTEAD et le STATEC à Mondorf-les-bains.
	Table ronde sur la situation économique au Luxembourg – Évolution récente et perspectives	Le STATEC avait invité à discuter avec ses experts les analyses présentées dans sa Note de conjoncture 2-2014. La table ronde a été modérée par Jean-Claude Franck (rédacteur en chef Radio 100,7). Discutants : Carlo Thelen (directeur général de la Chambre de commerce) et Sylvain Hoffmann (Chambre des salariés). Présentations : Serge Allegrezza (directeur du STATEC), Ferdy Adam (prévisions et modélisation) et Bastien Larue (conjoncture).



Auberge de Jeunesse - Beaufort 2013 (Architectes Planet+)

La rédaction d'un rapport annuel fournit un moment de répit qui permet de jeter un regard en arrière sur le travail accompli. Un tel recul est moins facile quand on est pris dans le tourbillon des activités statistiques courantes, de celles liées à la préparation de la Présidence du groupe de travail «Statistiques» du Conseil, ou quand on est confronté aux défis futurs.

C'est aussi l'occasion pour la direction du STATEC de remercier tous les collaborateurs de l'institut de leur dévouement, de leurs contributions multiples et variées en vue de produire et d'améliorer les statistiques. Dire aussi merci pour la rédaction de nombreux documents mettant en valeur ou faisant parler cette matière brute des chiffres, que ce soit dans les statistiques sociales, d'entreprise, macroéconomiques ou encore dans l'analyse de la conjoncture, des prévisions et de la recherche appliquée. Un institut est une machine complexe, dont on ne perçoit parfois que la pointe la plus visible. Mais elle ne peut fonctionner sans les services horizontaux comme l'informatique, les ressources humaines et bien d'autres qu'il serait fastidieux d'énumérer ici, mais que nous tenons également à remercier.

C'est aussi l'occasion de remercier tous ceux qui ont fourni les données permettant d'établir ces statistiques, que ce soient les ménages, les personnes individuelles, les entreprises ou encore les administrations mettant à notre disposition leurs données administratives à des fins statistiques.

Avec la loi de juillet 2011, le STATEC est entré dans une nouvelle ère de gouvernance. Le Comité des statistiques publiques a commencé ses travaux en plénière et dans des groupes de travail sectoriels, assurant ainsi une meilleure coordination du système statistique national. Il en va de même pour le Conseil supérieur de la statistique, qui, constatant l'insuffisance des ressources en place, s'est prononcé pour :

- une organisation efficiente évitant les doubles emplois
- une meilleure exploitation des données administratives
- l'établissement d'un ordre de priorité dans le programme de travail, mettant en exergue les besoins liés à la nouvelle gouvernance budgétaire.

Avec une crise économique qui peine à être surmontée, des signes de redressement économique hésitants et divergents, l'attention des analystes s'est naturellement concentrée sur les aspects sociaux, d'inégalités, de distribution des revenus et de la richesse, mais aussi sur la productivité et la croissance économique, donc sur les statistiques macroéconomiques. Pour ces dernières, l'année 2014 restera dans les annales, même si les souvenirs de l'équipe macroéconomique ne figureront pas parmi les plus agréables de leur carrière, tant le volume de travail était disproportionné par rapport aux ressources en place.

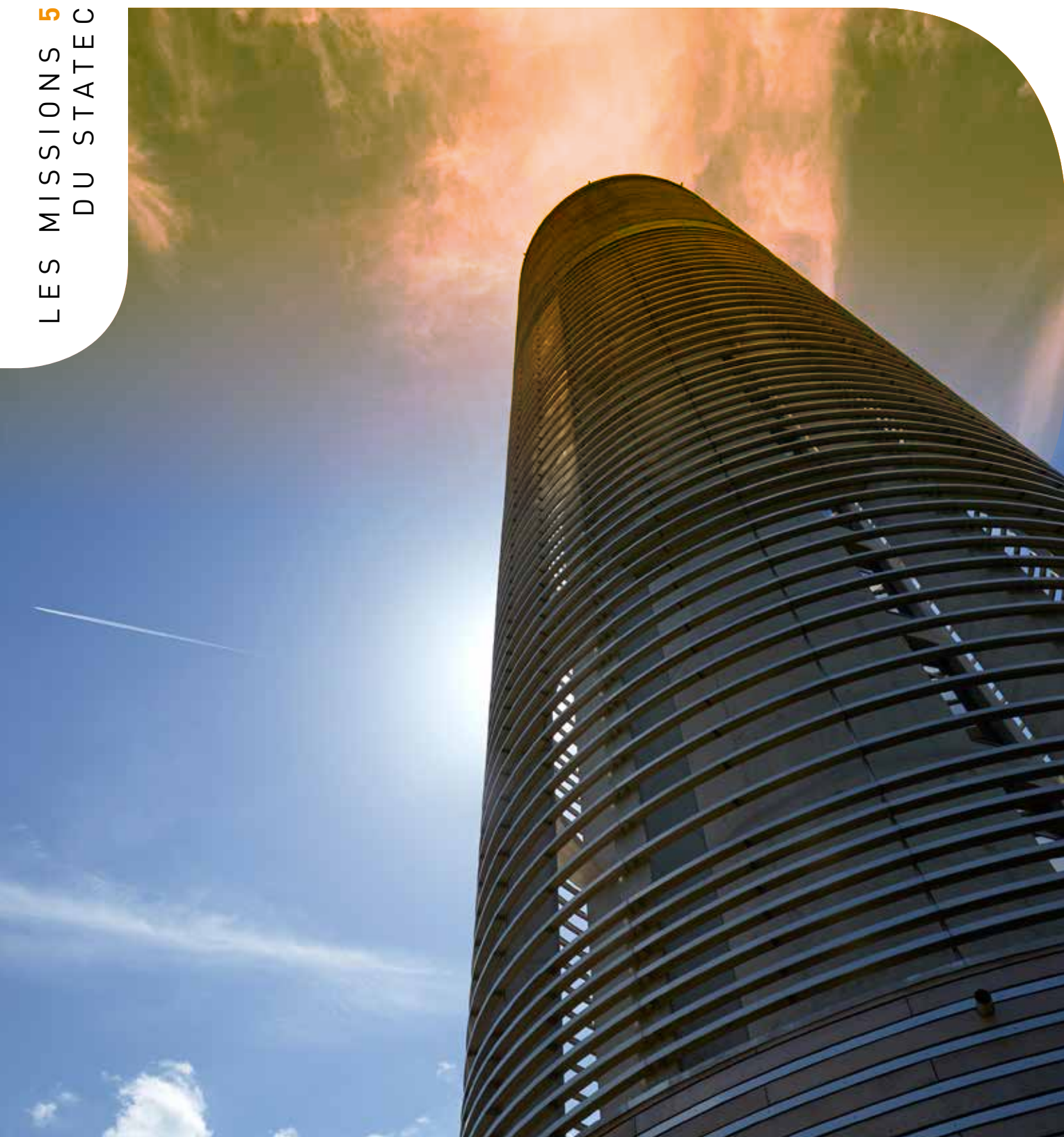
Pour les comptes nationaux, le système européen des comptes (SEC) est passé du système SEC 95 au SEC 2010, les deux subsistant en parallèle, et le dernier introduisant une quarantaine d'innovations méthodologiques. Comme dans d'autres pays, la nouvelle méthodologie conduit à une hausse de la valeur du PIB (+1,5 %). Parallèlement les travaux de révision statistique portant sur les années 2000-2013 ont été poursuivis. Ces révisions ont introduit de nouvelles nomenclatures d'activité et de produits et ont permis le redressement d'erreurs constatées ou le comblement de données manquantes par de nouvelles sources. Ces révisions ont influencé négativement la valeur du PIB.

Dans les statistiques macroéconomiques, la balance des paiements a été adaptée à la version 6 du manuel de référence du FMI. Si d'un point de vue conceptuel la balance des paiements fait maintenant partie intégrante de la comptabilité nationale, des différences continuent à exister entre les séries établies au sein du STATEC. La mise en cohérence complète entre comptes nationaux et balance des paiements figure parmi les priorités de la division des statistiques macroéconomiques.

L'année 2014 a aussi été marquée par un changement dans le comité de direction du STATEC. Le 1^{er} mars 2014, Marc Origer, chef de la division des statistiques macroéconomiques est parti à la retraite. Même si son départ avait été préparé de longue date, il s'est néanmoins fait ressentir, tant le savoir de Marc et son expertise méthodologique accumulés depuis la fin des années 70 étaient vastes. Avec son départ le STATEC a perdu un de ses meilleurs collaborateurs, l'artisan des statistiques d'entreprises et de la comptabilité nationale.

Trois mois plus tard, ce fut au tour de Guy Schuller, autre pilier du STATEC, de partir à la retraite. Comme Marc Origer, il fut un fin connaisseur de l'économie luxembourgeoise. Sa spécialité était la mise en place des statistiques du commerce extérieur et de la balance des paiements, avant de diriger une nouvelle division «Études, prévisions et recherche» suite à la restructuration du STATEC en 2010. Avec son départ, il a laissé un vide difficile à combler. Le 20 août 2014 Guy Schuller a été terrassé par une maladie impitoyable. Elle avait déjà frappé à sa porte il y a quelques années, mais grâce à une volonté inébranlable et tenace, il lui avait fait front et semblait même l'avoir bien domptée. Il envisageait sa retraite agrémentée de voyages culturels et dans la poursuite de son travail de recherche économique. Or voilà qu'en août, la maladie l'emmène de manière aussi imprévue que brutale et l'arrache aux siens. Le STATEC souhaite rendre un dernier hommage à Guy, un de ses collaborateurs les plus fiables et compétents.

Nico Weydert



Château d'eau et Musée - Berdorf 2015 (Romain Schmitz Architectes)

LES MISSIONS DU STATEC

Institut national de statistiques et des études économiques
du Grand-Duché de Luxembourg, le STATEC a pour mission :

1. de constituer un système d'information statistique accessible au public sur la structure et l'activité du pays en élaborant des statistiques sur des phénomènes démographiques, économiques, sociaux et environnementaux ainsi qu'en centralisant les données statistiques dont les organismes publics disposent en raison de leurs attributions ;
2. d'établir les comptes nationaux, globaux ou sectoriels ;
3. d'établir, conjointement avec la Banque centrale du Luxembourg, la balance des paiements et les comptes financiers ;
4. d'établir et de gérer une "Centrale des bilans" constituée de données issues des comptes annuels des entreprises et d'en publier les informations ;
5. de réaliser les recensements de la population, du logement et des bâtiments ;
6. de faire des études et analyses dans le domaine de la méthodologie statistique et des procédures statistiques et d'en publier les résultats ;
7. de rassembler une documentation générale concernant les statistiques, ainsi que les théories et les faits démographiques, économiques et sociaux ;
8. de représenter le Luxembourg en tant qu'autorité nationale de statistique auprès des autorités statistiques étrangères, communautaires et internationales ;
9. d'assurer, en concertation avec le Comité des statistiques publiques, la coordination du système statistique national.

Le STATEC est chargé, en outre :

1. d'élaborer des prévisions économiques, globales ou sectorielles, à court et à moyen terme ;
2. d'élaborer des projections économiques, sociales et démographiques, globales ou sectorielles, à long terme ;
3. d'étudier les mouvements conjoncturels ainsi que les changements structurels de l'économie et de publier les résultats de ces études ;
4. de faire des études et analyses générales ou spéciales dans les domaines économique, démographique, social et environnemental et d'en publier les résultats ;
5. de réaliser des recherches scientifiques dans le domaine de la modélisation des faits économiques, démographiques, sociaux et environnementaux et d'en publier les résultats.



Réunion du Comité des statistiques publiques le 15 décembre 2014



LE PORTAIL DES STATISTIQUES GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Sur www.statistiques.lu, vous accédez aux principales informations statistiques concernant le Grand-Duché et au catalogue des publications, régulièrement mis à jour. À côté d'une multitude de données consultables gratuitement à l'écran, les publications peuvent être téléchargées en format PDF ou commandées en version imprimée par messagerie électronique.

Pour vous tenir informé, vous pouvez vous abonner à la «Newsletter» du Portail ou profiter des flux RSS pour vous faire envoyer les liens sur les dernières parutions (publications, communiqués, tableaux statistiques), en choisissant un ou plusieurs domaines statistiques précis ou en vous abonnant aux notifications de toutes les thématiques. Une rubrique spéciale vous permet d'accéder aux informations optimisées pour téléphones mobiles.

Un glossaire vous permet de consulter les définitions des termes statistiques utilisés.

Le site intègre également des informations à l'intention des déclarants (description et calendrier des enquêtes, modes d'emploi, questionnaires...), un espace réservé à la presse, un espace pour les enseignants et élèves, ainsi que des liens et adresses utiles.

Le calendrier de diffusion et l'agenda vous préviennent des dates de publication d'indicateurs importants et des événements (conférences, séminaires) à venir.

En vous connectant sur www.statec.lu (rubrique intégrée dans le Portail), vous accédez aux informations concernant l'organisation et le fonctionnement du STATEC : statut, missions et objectifs, organigramme, produits et services...

Retrouvez-nous également sur



ORGANIGRAMME DU STATEC



DIRECTEUR

Serge Allegrezza



DIRECTEUR ADJOINT

Nico Weydert



Secrétariat de direction

Sandra Paul
Anne-Marie Koltz
Arlette Steffen



DIVISION SG

Services généraux
Denise Schroeder



DIVISION SOC

Statistiques sociales
Jérôme Hury



DIVISION ENT

Statistiques d'entreprises
Lucia Gargano



DIVISION MAC

Statistiques macroéconomiques
John Haas



DIVISION CMP

**Conjoncture
Modélisation et prévisions**
Ferdy Adam



DIVISION RED

Recherche appliquée
Chiara Peroni



Unité SG1

Diffusion et communication
Guy Zacharias
Chef de division adjoint



Unité SOC1

Conditions de vie
Liliane Reichmann



Unité ENT1

Commerce extérieur
Alain Hoffmann
Chef de division adjoint



Unité MAC1

Comptes nationaux
Mehran Kafai



Unité CMP1

Conjoncture
Bastien Larue
Chef de division adjoint

ANEC / STATEC

Recherche



Unité SG2

Informatique
Laurent Marette



Unité SOC2

**Marché du travail
et éducation**
Jean Ries



Unité ENT2

Investissements directs étrangers
Gilles Genson



Unité MAC2

Comptes sectoriels
Laurent Pütz
Chef de division adjoint



Unité CMP2

**Modélisation
et prévisions**
Ferdy Adam



Unité SG3

Personnel et budget
Denise Schroeder



Unité SOC3

Population et logement
Germaine Thill
Chef de division adjoint



Unité ENT3

Statistiques structurelles d'entreprises
Georges Zangerlé



Unité MAC3

Balance des paiements
Nico Weyer



Unité SG4

Centrale des bilans
Patricia Gonzalez



Unité SOC4

Prix
Claude Lamboray



Unité ENT4

Indicateurs conjoncturels
Frank Hansen



Unité MAC4

Comptes des administrations publiques
David Soppelsa



Unité SG5

Centre de documentation
Simone Casali



Unité ENT5

Répertoire des entreprises
Mike Hartmann



Unité MAC5

Énergie et environnement
Olivier Thunus



Passerelle entre la Mairie et le Biergercenter - Ville de Luxembourg 2014 (STEINMETZDEMEYER architectes urbanistes)

S E R V I C E S G É N É R A U X

D I F F U S I O N E T C O M M U N I C A T I O N

En 2014 le STATEC a investi davantage dans la visualisation et dans la communication électronique. La tendance va nettement vers les publications digitales et la consultation sur le web au détriment des ouvrages imprimés. Des travaux ont été menés pour publier en 2015 des applications interactives pour tablettes et smartphones, une série d'infographies ainsi qu'un outil de visualisation interactif avec les résultats du recensement de la population de 2011. La publication imprimée n'est pourtant pas abandonnée mais il y a réorientation envers des ouvrages moins techniques, destinés à un public plus large.

1) Publications

En général, la demande pour les publications imprimées recule constamment. Les tirages pour toutes les séries, sauf le Luxembourg en chiffres, ont dû être baissés en 2014.

Deux **cahiers économiques** ont été publiés en 2014 (N°117 Rapport travail et cohésion sociale 2014 et N°118 Dynamiques des entreprises du Luxembourg, compétitivité de la nation).

Dans la série du **Bulletin** un numéro est sorti en 2014 (Les statistiques structurelles de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011).

Dans la série "**Économie et statistiques**", 9 numéros ont été publiés. Ils peuvent être téléchargés du Portail des statistiques et sont imprimés et reliés sur demande seulement.

Le **Luxembourg en chiffres** reste la publication statistique la plus répandue avec un tirage de 30 000 exemplaires. L'édition 2014 est parue début septembre 2014. Une version personnalisée a été réalisée pour Luxembourg for business.

Dans la série **REGARDS**, 30 numéros sont parus.

Deux ouvrages sur le **Recensement de la population 2011** sont sortis en 2014, en collaboration avec l'Université du Luxembourg et les Éditions St. Paul (La société luxembourgeoise dans le miroir du recensement de la population et les communes et les cantons du Luxembourg dans le miroir du recensement de la population).

Le premier numéro d'une nouvelle publication semestrielle "Le logement en chiffres", édité en coopération avec l'Observatoire de l'habitat, est paru le 7 octobre 2014.

Notons encore la parution de deux Notes de conjoncture, du Répertoire des entreprises 2014, de 12 éditions du Conjoncture Flash et des Indicateurs rapides.

Le **catalogue des publications** est paru en novembre 2014.

P U B L I C A T I O N S

Le service de diffusion du STATEC met à la disposition du public toute une gamme de produits et de services afin de garantir une propagation maximale des informations. Des produits standards et «sur mesure» sont diffusés à l'aide de moyens de diffusion variés.

Le catalogue des publications, qui est diffusé gratuitement, classe les ouvrages selon un critère fonctionnel en séries :

- Statistiques historiques
- Le Luxembourg en chiffres (en 3 langues : FR, DE et EN)
- Note de conjoncture (2 fois par an)
- Conjoncture flash (mensuel, en 2 langues : FR et EN)
- Répertoire des entreprises
- Indicateurs rapides (mensuel, trimestriel ou semestriel selon la série)
- Regards...(premiers résultats commentés des enquêtes)
- Bulletin (études et résultats d'enquêtes dans des domaines spécifiques)
- Économie et Statistiques (les working papers du STATEC)
- Cahiers économiques (études détaillées sur des thèmes économiques ou d'intérêt général)
- Démographie
- Statistiques transfrontalières (Grande Région)
- L'économie luxembourgeoise. Un kaléidoscope
- Divers

Les ouvrages sont disponibles aussi en version PDF téléchargeables gratuitement sur le site Internet www.statistiques.public.lu/fr/publications/index.html

2) Internet

En 2014, le nombre de consultations du Portail des statistiques a continué d'augmenter pour approcher une moyenne mensuelle de 71 000 visites (60 000 en 2013).

Consultation de pages du Portail des statistiques 2014

1. Actualités – Économie et finances – comptes nationaux et finances publiques	1 000 000
2. Repères bibliographiques concernant l'évolution économique et sociale au Luxembourg	353 000
3. Calendrier de diffusion	123 000
4. Statec.lu	86 000
5. Tableau indicateurs SDDS	65 000
6. Note de conjoncture, série	46 000
7. Indicateurs rapides, collection	23 000
8. Contact, version anglaise	21 000
9. Luxembourg en chiffres	17 000
10. Répertoire des entreprises, systématique	16 000

Consultation de tableaux statistiques 2014

1. Indice des prix à la consommation IPCN	167 000
2. Indices de l'activité industrielle	152 000
3. Commerce extérieur par produits et pays	102 000
4. Indices des prix à la production des produits industriels	86 000
5. Véhicules à moteur, nouvelles immatriculations	84 000
6. Enquêtes de conjoncture, construction	73 000
7. Indice des prix à la consommation harmonisé IPCH	65 000
8. Central Government Operations, tableau pour le Fonds monétaire international	57 000
9. Balance courante du Luxembourg	52 000
10. Emploi et chômage par mois	40 000

Téléchargement de publications PDF 2014

1. Luxembourg in Zahlen 2014	17 000
2. Répertoire des entreprises 2014, systématique	16 500
3. Répertoire des entreprises 2014, alphabétique	14 000
4. Luxembourg en chiffres 2014	11 000
5. Note de l'observatoire de l'habitat : offres et prix annoncés à la vente des logements, 2012	4 600
6. Luxembourg in figures 2014	4 600
7. Éco&stat : Factor Allocation and Firm Level Productivity	4 100
8. Notice explicative Intrastat 2014	3 300
9. Bulletin 2-2010 : Nuptialité et divortialité au Luxembourg (1994-2008)	2 700
10. Principaux employeurs	2 600

L'espace presse comptait 182 abonnés (+20). La newsletter du STATEC est abonnée par 872 personnes.

Web-vidéo

Six vidéos ont été tournées sur les conférences de presse tenues par le STATEC.

Les vidéos sont accessibles sur le Portail des statistiques qui pointe vers la page Vimeo du STATEC. Les vidéos sont également disponibles sur le site Facebook et le compte Twitter du STATEC.

Nombre de vues des vidéos 2014

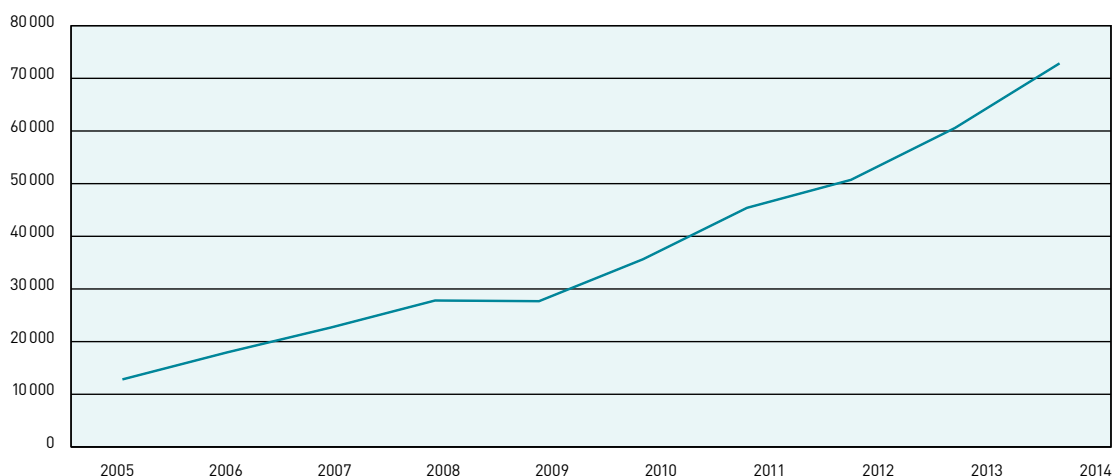
1. La population luxembourgeoise dans le miroir du RP2011	150
2. Qui est pauvre au Luxembourg	146
3. Dynamique des entreprises	134
4. Rapport travail et cohésion sociale	119
5. Note de conjoncture 1-2014	109
6. Note de conjoncture 2-2014	94



Webtools pour le recensement de la population 2011

S'inspirant du modèle australien, la préparation d'une animation interactive sur les résultats du RP2011 est en préparation et devrait sortir début 2015.

Visites du Portail des statistiques



3) Grande Région

L'outil de gestion du **Portail statistique** de la Grande Région, géré par l'unité "Diffusion et communication", est devenu obsolète, mais les 5 offices statistiques concernés n'ont pas pu se mettre d'accord sur le financement d'une refonte.

Le service informatique du STATEC a entrepris certains travaux de réparation pour que le système de gestion de contenu puisse assurer ses fonctions de base.

Actuellement des travaux sont menés au STATEC pour reprogrammer le Portail avec PC-AXIS et Joomla. Ces travaux devraient aboutir en 2015.

Une nouvelle édition de la brochure "Statistiques en bref" a été présentée à l'occasion du sommet de la Grande Région le 4 décembre 2014 à Mayence.

Un autre projet, qui aurait dû être abordé fin 2014, est la mise à jour des métadonnées sur le Portail des statistiques. Ce projet a été reporté en 2015.

Une personne de l'unité "Diffusion et communication" participe aux travaux préparatoires des éditions de l'atlas transfrontalier sous la régie de la direction régionale de l'INSEE Nord-Pas-de-Calais. Le tome III (territoire et environnement) est en préparation et devrait sortir en 2015.



Réunion des directeurs des offices statistiques de la Grande Région le 13 mai 2014 à Sarrebruck

4) Special Data Dissemination Standard (FMI)

L'unité "Diffusion et communication" assure la diffusion des indicateurs SDDS du Fonds Monétaire International. Les rapports du FMI ont tous été positifs.

Des travaux sont en préparation afin que le Luxembourg puisse adhérer à l'extension du programme SDDS, à savoir "SDDS plus".

5) Mesures de communication

Communiqués de presse	49
Conférences de presse organisées par le STATEC	La population luxembourgeoise dans le miroir du RP2011, 27/02/2014
	Note de conjoncture n°1-2014, 27/05/2014
	Travail et cohésion sociale au Luxembourg Rapport 2014, 13/10/2014
	Dynamique des entreprises, 20/11/2014
	Note de conjoncture n°2-2014, 26/11/2014
Conférences et colloques divers	participation, présence, mise à disposition de publications
Foire de l'étudiant	13-14/11/2014
Foire du livre à Walferdange	14-16/11/2014



Stand du STATEC à la foire de l'étudiant

L'activité de l'équipe informatique s'est focalisée sur quatre grands thèmes durant l'année 2014 :

- La simplification administrative
- L'augmentation de l'efficacité de notre système d'information
- La rationalisation de notre infrastructure informatique
- La sécurité informatique

1) La simplification administrative

Un nouvel outil de création de formulaires électroniques a été mis en production à la fin de l'année 2014. Celui-ci permet la création de questionnaires plus complexes avec une rapidité de conception accrue. Un autre avantage est la possibilité d'interfacer les questionnaires avec des bases de données. Cette fonctionnalité apporte un pré-remplissage automatique, simplifiant ainsi la saisie pour le répondant. La première enquête mise en ligne avec cette technologie a été l'enquête sur la recherche et le développement dans le secteur public.

L'unité informatique a concentré ses efforts sur la mise à disposition de bases de données intégrées combinant sources administratives et données historiques issues d'enquêtes. Cette approche permet de consolider plus efficacement toutes les informations disponibles dans nos systèmes ; évitant ainsi de devoir recourir à des questions récurrentes dans les enquêtes. Cette démarche est la plus avancée dans la division des statistiques d'entreprises.

2) L'augmentation de l'efficacité de notre système d'information

Afin d'augmenter l'efficacité de notre système d'information, une démarche de simplification et de standardisation des environnements de reporting a été engagée. Les statisticiens disposent ainsi d'interfaces permettant d'extraire et d'analyser plus efficacement les données stockées dans nos Datamarts. Ces environnements de reporting ont été complétés par des applications de contrôle de qualité et de correction des erreurs détectées. On peut citer comme exemples : la Centrale des bilans, les statistiques du commerce extérieur et les statistiques structurelles d'entreprises.

De nombreux processus d'importation et de transformation de données ont aussi été reprogrammés durant l'année 2014. Le but de ces travaux était d'automatiser au maximum les chaînes de traitement afin de mettre plus rapidement les données à la disposition des analystes. Une approche identique a été appliquée aux procédures de suivi des enquêtes et de gestion des rappels afin d'en augmenter l'efficacité et de minimiser les interventions manuelles.

Une automatisation des opérations de maintenance de notre infrastructure informatique a été implémentée afin de dégager des ressources. Le but est de diminuer le temps passé par les équipes informatiques sur des problématiques purement techniques et de se concentrer sur le développement de solutions à destination des utilisateurs. Cette démarche a été appliquée à l'automatisation de la gestion du parc PCs pour les installations, les mises à jour et les procédures de sauvegarde et de restauration.

Toujours dans un souci d'efficacité, un outil d'indexation et de recherche a été mis à disposition des utilisateurs. Cet outil indexe l'ensemble des fichiers du STATEC, et l'interface d'interrogation respecte le niveau des permissions et des droits des utilisateurs ; ceci dans le but de garantir la confidentialité des données.

3) La rationalisation de notre infrastructure informatique

Afin de maîtriser au mieux les coûts de notre infrastructure informatique, il a été décidé de privilégier dans la mesure du possible des technologies Open-source. De plus, certaines solutions informatiques commerciales ont été remplacées par des logiciels développés en interne. Ainsi par exemple, le logiciel d'encodage des questionnaires est progressivement remplacé. Toujours dans le cadre de mesures d'économie, il a été décidé de ramener le nombre des différents systèmes de gestion de bases de données de quatre à deux. De nombreuses migrations d'applications ont été menées en 2014 afin d'atteindre cet objectif.

4) La sécurité informatique

Un effort tout particulier est toujours porté sur le renforcement de la sécurité des données et de l'infrastructure. La sécurité informatique nécessite des moyens importants mais reste primordiale dans un contexte global de recrudescence des cyberattaques et des vols de données.

Afin d'accompagner le développement des applications internet mais aussi dans un souci d'économie, un nouveau firewall applicatif a été déployé au cours de l'année 2014. Ce dispositif est primordial pour la protection des applications de collecte et de diffusion de toute tentative de vol d'information ou de compromission des systèmes.

La supervision de l'infrastructure du STATEC a aussi été perfectionnée et renforcée. Un système de centralisation et de corrélation des journaux générés par les équipements informatiques a été déployé. Cet outil permet de détecter et de corriger plus rapidement des dysfonctionnements ou incidents informatiques, mais aussi, de garder un historique des événements survenus sur les équipements.

D'autres renforcements ont été opérés en 2014 afin d'élever notre niveau de sécurité. On peut citer : une amélioration des procédures de mise à jour, de suivi et de cryptage des ordinateurs portables ; une meilleure gestion des demandes d'autorisation ; une amélioration des procédures de réplication des données critiques vers le centre de secours du STATEC.



BUDGET - PERSONNEL

1) Budget des recettes et des dépenses

1.1. Budget des recettes

RECETTES DES PUBLICATIONS

Les recettes des publications du STATEC sont en baisse en raison de la politique de publication qui privilégie la diffusion gratuite via Internet.

Ventes publications du STATEC par année budgétaire	
Année 2005	29 320 €
Année 2010	12 404 €
Année 2011	9 808 €
Année 2012	12 281 €
Année 2013	7 086 €
Année 2014	5 950 €

RECETTES DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE

Recettes comptabilisées Trésorerie par année budgétaire	
Année 2005	503 789 €
Année 2010	421 704 €
Année 2011	273 361 €
Année 2012	108 933 €
Année 2013 (prov.)	150 900 €
Année 2014 (prov.)	116 512 €

1.2. Budget des dépenses

Budget des dépenses du STATEC		
	Budget annuel en milliers d'EUR	Augmentation en %
Année 1970	553,6	
Année 1980	1 500,6	171,06
Année 1990	2 970,1	97,93
Année 2000	6 693,2	125,35
Année 2010	16 557,0	147,37
Année 2011 (y c. exécution RP 2011)	18 035,8	8,93
Année 2012 (y c. exploitation RP 2011)	18 132,0	0,53
Année 2013 (y c. exploitation RP 2011)	18 951,8	4,52
Année 2014 (provisoire)	19 313,2	1,91

2) Personnel

Effectif en place et à recruter – situation 31 décembre 2014			
STATUT – CARRIÈRE	Total	Femmes	Hommes
Effectif statut du fonctionnaire	93	40	53
Effectif statut de l'employé permanent et temporaire	68	41	27
Effectif auxiliaire et externe	27	7	20
ANEC – Agence de l'Écono- mie de la Connaissance	10	4	6
Total	198	92	106

L'effectif externe est largement affecté à des études particulières.

Le STATEC désire amplifier la recherche économique du STATEC en collaboration avec l'Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance et l'Observatoire de la compétitivité.



A l'occasion de la journée de la diversité, le STATEC avait organisé une ballade et un stand d'information pour le personnel.

3) Gestion du personnel

Le STATEC soutient une culture administrative mettant l'accent sur la personnalité, la compétence, l'engagement et la critique constructive. Le STATEC entend développer la communication, le dialogue et l'écoute dans un climat de respect mutuel. Le STATEC s'engage à accroître le savoir, le savoir-faire et le savoir-être en conciliant la performance et le bien-être au travail. Le STATEC favorise l'émergence des idées innovatrices, l'autonomie, la responsabilité individuelle et le travail en équipe.



Assemblée générale de l'association des fonctionnaires et employés du STATEC



Formation de l'équipe sécurité du STATEC lors de la Journée de la Sécurité annuelle le 3 octobre 2014, avec visite du Central des Secours d'Urgences (112)

4) Qualité

Le STATEC adhère à une politique de qualité conformément au "Code de bonnes pratiques de la statistique européenne". Ce Code est basé sur 15 principes de qualité. Le STATEC, tout comme les autres autorités statistiques nationales de l'UE, s'est engagé à respecter les principes du Code.

Le STATEC dispose d'une équipe de délégués à la qualité qui, ensemble avec la direction du STATEC, veille à ce que le STATEC respecte les principes du Code. En plus, Eurostat contrôle périodiquement la mise en application du Code à travers des évaluations par les pairs (Peer Review).

En 2014, les délégués à la qualité ont de nouveau assuré la diffusion des principes du Code de bonnes pratiques à travers l'organisation de cours de formation pour les besoins des agents du STATEC. Ils ont en outre participé aux réunions du groupe de travail "Qualité" d'Eurostat ainsi qu'à la conférence "European Conference on European Statistics, Q2014" à Vienne.

La majeure partie du travail des délégués à la qualité a consisté à préparer la Peer Review qui a lieu janvier 2015. Ils ont participé à des Workshops organisés par Eurostat concernant le déroulement de la Peer Review. Ensemble avec la direction du STATEC les délégués à la qualité ont répondu aux questionnaires d'auto-évaluation envoyés par Eurostat. Il s'agit de trois questionnaires distincts rassemblant des informations sur l'application du Code de bonnes pratiques au STATEC, sur la coopération et le degré d'intégration achevé par le ESS (European Statistical System), ainsi que sur le rôle coordinateur du STATEC au sein du système statistique national. En plus, il a été exigé qu'au moins deux autres autorités nationales produisant des statistiques européennes doivent participer à une version simplifiée de l'exercice d'évaluation. Dans ce contexte le STATEC a assuré un travail d'assistance à deux autorités nationales (Direction de la Santé et le Service d'Économie Rurale).

L'année 2014 se caractérise surtout par son volet d'analyse et de préparation des infrastructures (informatiques et en personnel), des textes légaux et des données pour une utilisation future et effective des informations comptables stockées dans les bases de données de la Centrale des bilans.

1) L'infrastructure informatique

L'infrastructure électronique pour la collecte des comptes annuels est hébergée auprès du Centre des technologies de l'information de l'Etat (CTIE). Il s'agit de la plateforme électronique de collecte des données financières (eCDF) et du site Internet du Registre de commerce et des sociétés du Luxembourg (RCSL). Les entreprises peuvent, depuis le 1^{er} janvier 2012, soit télécharger les fichiers XML, soit saisir leurs données comptables en ligne à l'aide de formulaires PDF.

L'infrastructure électronique pour l'archivage et l'exploitation des comptes annuels est hébergée auprès du STATEC. Le STATEC a mis en place deux bases de données : une base de données opérationnelle et une base de données décisionnelle. Ces bases de données permettent au STATEC d'assurer, d'une part, la mission qui lui est prescrite par l'article 76 de la loi modifiée du 19 décembre 2002 relative au Registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises (ci-après "loi modifiée de 2002") – à savoir l'archivage et la conservation sur support informatique des comptes annuels structurés et du solde des comptes déposés au RCS (donc tous les formulaires "Bilan", "Compte de profits et pertes" et "Soldes des comptes d'après le Plan Comptable Normalisé (PCN)" préparés et validés via la plateforme eCDF). Et d'autre part la mission que le STATEC s'est donné lui-même par l'article 2 point 4 de sa loi cadre du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques – à savoir d'établir et de gérer une "Centrale des bilans" constituée de données issues des comptes annuels des entreprises et d'en publier les informations.

2) Règlement grand-ducal d'accès aux données

Le STATEC a finalisé et déposé un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur la question des modalités d'accès aux données issues des comptes annuels. Ces formalités seront fixées par un règlement grand-ducal d'exécution en application de l'article 77 de la loi modifiée de 2002. Ces travaux ont été poursuivis en 2014. Les différents acteurs se sont mis d'accord pour assurer une diffusion cohérente auprès du public des données provenant du RCS et de la Centrale des bilans. Le 19 novembre 2014 le projet de règlement grand-ducal déterminant les conditions d'accès du public et des administrations aux informations conservées par la Centrale des bilans et le tarif applicable a été adopté par le Conseil de gouvernement.

3) Gestion des accès

Fin 2014, la Centrale des bilans a pris les premiers contacts avec les administrations et établissements publics afin de dresser un inventaire des personnes pouvant accéder aux données comptables non publiques. Cet inventaire a été fait afin de limiter les accès aux données comptables "confidentielles" aux seules administrations de l'Etat et aux seuls établissements publics qui, dans le cadre de l'exercice de leurs attributions légales sont en droit de demander la présentation des documents comptables.

4) Helpdesk

Le STATEC a poursuivi la collaboration avec une firme externe afin de pouvoir mettre à disposition du public une assistance dans la mise en œuvre de la procédure de dépôt électronique des comptes annuels. La personne engagée est en charge de répondre à des demandes émanant des préparateurs de comptes annuels en matière de :

- remplissage des formulaires standardisés ;
- interprétation et explication des règles de validation appliquées aux formulaires ;
- assistance lors de la procédure de préparation et de validation des comptes annuels à travers la plateforme eCDF.

5) L'espace "Centrale des bilans" sur le Portail des statistiques

Le STATEC dispose depuis 2012 d'une page "FAQ" (Frequently Asked Questions – Foire Aux Questions) – disponible en langues française et anglaise – recensant toutes les questions qui parviennent au STATEC de la part des utilisateurs au sujet de la Centrale des bilans. Ces pages sont régulièrement mises à jour afin de documenter les problématiques soulevées par les utilisateurs.

6) La collaboration interne

La base de données de la Centrale des bilans est utilisée en interne et permet d'intégrer les données dans les différentes chaînes de production du STATEC. Ce partage de données en interne a permis à certaines unités du STATEC d'alléger différentes enquêtes réalisées auprès des entreprises luxembourgeoises (notamment l'Enquête structurelle sur les entreprises) et a permis d'avoir un premier aperçu sur la qualité des données soumises par les entreprises.

7) CNC – Commission des Normes Comptables

Au cours de l'année 2014, le STATEC a participé aux travaux des différents groupes de travail de la Commission des normes comptables (CNC). La transposition de la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises est le sujet prioritaire à traiter par la CNC. Pratiquement il s'agit d'un exercice de longue haleine de refonte du droit comptable luxembourgeois. La Centrale des bilans a été sollicitée à contribuer activement aux groupes de travail 1 et 2 :

- GT 1 en charge d'analyse de projets légaux, d'élaboration d'une doctrine comptable – notamment à travers des notes, circulaires et Q&A.
Cf. <http://www.mj.public.lu/legislation/commerciale/index.html>
- GT 2 en charge de la définition, de l'établissement et du suivi du Plan Comptable Normalisé Luxembourgeois et des formulaires standardisés pour la collecte des données.

Dans le cadre des travaux de transposition de la directive en 2014, des nouveaux formulaires pour la collecte standardisée des comptes annuels ont été élaborés.

8) ECCBSO – European Central Committee of Balance Sheet Data Offices

Au niveau européen, le STATEC a poursuivi les travaux du Comité des Centrales des bilans européennes (ECCBSO). Ce comité a pour but de promouvoir un échange permanent des informations entre les Centrales de bilans des différents pays membres. Cet échange porte sur les méthodes de classification des entreprises, sur la collecte et le traitement des données et sur les solutions méthodologiques à appliquer aux analyses d'entreprises non financières.

Ce comité tient à jour une base de données commune pour l'échange de données financières et comptables dénommée BACH (Bank for the Accounts of Companies Harmonised). La Centrale des bilans du STATEC a participé dès 2012 aux travaux du groupe de travail BACH. A défaut d'un système de collecte et d'une base de données pleinement opérationnels, ce projet ne pourra valablement débiter qu'à partir de l'année 2015.



Crystal Park - ban de Gasperich 2014
[cabinet d'architectes P.ARC - Partnership for Architecture, Schemel Wirtz Architectes, Itten + Brechbühl]

STATISTIQUES SOCIALES

CONDITIONS DE VIE

1) Enquête permanente sur le budget des ménages

Cette enquête consacrée aux dépenses des ménages fournit notamment des indications sur la structure de la consommation. Les résultats de la vague d'enquête 2011 – 2013, centrés sur 2012 ont été publiés en juillet 2014. Les modifications dues aux changements de la classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP) ont été introduits dans les questionnaires.

2) Statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)

L'exploitation et la valorisation des données EU-SILC sera poursuivie, notamment dans le cadre de la stratégie "Europe 2020" de réduction de la pauvreté. Les résultats de la vague 2013 de l'enquête ont été publiés au mois d'octobre 2014 dans le dernier rapport "Travail et Cohésion Sociale" du STATEC.

Un groupe de travail commun a évalué le coût réel de l'enquête EU-SILC à partir d'une analyse détaillée des étapes du déroulement de l'enquête (les méthodes de collecte, de contrôle des données, de programmation, etc.). A terme, il s'agit d'améliorer la qualité de l'enquête et la transparence des méthodes et de la programmation. En outre, il s'agit de réduire les délais de publication des indicateurs. Les travaux pour l'établissement d'un cahier de charge pour lancer un marché public en 2015 ont commencé.

3) Enquête sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les ménages et les particuliers

Les résultats de l'enquête communautaire sur l'utilisation des TIC par les ménages et les particuliers de 2013 ont été présentés dans deux éditions de la série "Regards". Les micro-données et les rapports ont été transmis à EUROSTAT dans les délais prévus. L'appel d'offre pour sélectionner une société pour mener l'enquête 2015 par téléphone a été préparé.

4) Enquête communautaire sur le volume du tourisme et le comportement de voyage des résidents

Les micro-données et le rapport qualité ont été transmis à EUROSTAT dans les délais prévus. Les résultats de l'enquête de 2013 ont été présentés dans deux éditions de la série "Regards".

5) Statistiques sur les accidents de la circulation routière

Les données sur les accidents de la route de l'année 2013 ont été transmises à la Commission européenne dans le format élaboré par les experts de CARE et de SafetyNet selon les recommandations du "Common Accident Data Set" (CADaS). Les chiffres de 2013 ont été présentés lors d'une conférence de presse au MDDI.

6) Statistiques sur les crimes et délits

Un workshop sur les statistiques de la criminalité a eu lieu en janvier.

Les résultats de l'enquête sécurité réalisée en 2013 ont été exploités par le STATEC, en collaboration avec l'Université de Luxembourg au travers de plusieurs "Regards".

7) Enquête sur l'emploi du temps

Une enquête, couplée avec l'enquête sur le budget des ménages (EBM) a été menée pendant toute l'année. Les travaux sur le terrain se termineront fin décembre 2014. L'encodage des données est en cours. Cette enquête sera ensuite valorisée par le STATEC au travers de publications en 2015. Les données sur l'emploi du temps des individus ont une grande importance dans la mesure de la "qualité de vie".

8) Établissement d'un panier de consommation minimal

Une étude qualitative et quantitative est réalisée pour établir un panier de consommation minimal. Après une phase de revue de littérature, de préparation méthodologique intensive et de prise de contact, une première série de données qualitatives a pu être recueillie. Le Luxembourg a rejoint le projet européen ImPROvE, dont le but est d'élaborer une méthodologie commune pour construire des budgets de référence transnationaux. Parallèlement, le Luxembourg s'est également engagé à participer à un autre projet européen, financé par la DG Emploi de la Commission européenne, portant sur la méthodologie des budgets de référence. Toutefois, il a été jugé que les objectifs d'ImPROvE et du projet de la DG Emploi ne correspondent pas tout à fait à ceux du projet luxembourgeois. En effet, un des buts du projet consiste à chercher le contact avec les personnes en situation de précarité, et de relever les discours qui entourent les questions des inégalités sociales nationales. C'est pourquoi il a été proposé de combiner l'approche ImPROvE avec une étude qualitative, qui vise plus précisément à recueillir les vécus des personnes concernées par la précarité au Luxembourg.

PUBLICATIONS 2014

Dans la série "Regards" :

- n°01/2014 Regards sur l'utilisation des TIC par les résidents
- n°04/2014 Regards sur la redistribution socio-fiscale au Luxembourg
- n°07/2014 Regards sur l'e-gouvernement
- n°08/2014 Regards sur l'évaluation du travail de la police
- n°10/2014 Regards sur les avantages en nature des salariés en 2012
- n°11/2014 Regards sur les voyages de loisirs des résidents 2013
- n°12/2014 Regards sur la protection des logements privés et la vidéo-surveillance publique
- n°15/2014 Regards sur les cambriolages
- n°19/2014 Regards sur les répercussions émotionnelles ressenties par les victimes de délits
- n°20/2014 Regards sur les voyages d'affaires des résidents 2013
- n°21/2014 Regards sur la présence de drogue
- n°24/2014 Regards sur les dépenses alimentaires
- n°25/2014 Regards sur la violence

Dans la série "Cahiers économiques" :

- N°117 Rapport travail et cohésion sociale 2014

MARCHÉ DU TRAVAIL ET ÉDUCATION

1) Enquête sur les forces de travail

L'enquête sur les forces de travail (EFT) relative à l'année 2013 a été bouclée et la vague relative à l'année 2014 a été lancée. Les données trimestrielles et annuelles ont été transmises dans les délais fixés par le règlement (CE) n°577/98. En outre, les rapports qualité trimestriels et annuels ont été établis et transmis à Eurostat.

Depuis le 1^{er} janvier 2009, la collecte des données est réalisée par un sous-traitant. Ces travaux ont été réalisés conformément aux attentes du STATEC et la collaboration s'est déroulée de manière tout à fait satisfaisante.

Les règlements régissant l'EFT sont en train d'être retravaillés. Ces travaux sont suivis de très près afin de pouvoir anticiper et préparer les changements nécessaires. Un des changements à venir est la mise en place d'un panel rotatif infra-annuel. En janvier 2014 une étude pilote a été menée en vue de la mise en place du panel et en vue d'une collecte en mode mixte téléphone (CATI) et web (CAWI).

2) Enquête sur le coût de la main-d'œuvre 2012

L'enquête sur le coût de la main-d'œuvre relative à l'année 2012 a été clôturée. Les données et le rapport qualité ont été transmis dans les délais. Les résultats sont disséminés via le Portail des statistiques et trois "Regards".

3) Indice trimestriel du coût de la main-d'œuvre

L'indice du coût de la main-d'œuvre ("Labour Cost Index") a été produit et transmis dans les délais imposés par le règlement européen 450/2003. Un rapport qualité a été transmis pour le 31 août 2014, en respectant le délai imparti.

4) Statistiques d'emplois vacants

Les statistiques d'emplois vacants ("Job Vacancy Statistics") ont été produites trimestriellement conformément aux dispositions du règlement (CE) n°453/2008. Les données ont été transmises dans les délais. Un rapport qualité a été rendu à Eurostat en août 2014.

5) Communiqué sur l'emploi salarié

Le communiqué trimestriel sur l'emploi salarié a été publié le 15 mars, 15 juin, 15 septembre et le 15 décembre. Les séries avec les résultats détaillés sont publiées sur le Portail des statistiques.

6) Chômage et emploi par commune

Les statistiques sur l'emploi et le chômage par commune relatives à l'année 2013 ont été produites et diffusées en mai 2014.

7) Statistiques sur les systèmes d'éducation et de formation professionnelle

L'unité a participé à des réunions internationales organisées par Eurostat et par l'OCDE au sujet des statistiques de l'éducation. La collaboration avec le service statistique du ministère de l'Éducation nationale a été intensifiée.

8) Comité de l'emploi de la Commission européenne

Un collaborateur de l'unité a participé aux travaux du groupe des indicateurs du comité de l'emploi (EMCO Indicators Group) de la Commission européenne.

9) Réseau RETEL

L'unité a participé aux travaux du réseau RETEL, mis en place par le ministère du Travail et de l'Emploi. Les travaux ont porté sur la création d'un datawarehouse pour stocker et rendre accessibles des données administratives, et l'élaboration d'un tableau de bord sur l'emploi.

10) Projet conventions collectives

Le STATEC a lancé un projet portant sur la construction d'une base de données qui contiendra des informations quantitatives et qualitatives sur les conventions collectives en vigueur au Luxembourg. La base de données permettra également le calcul d'un indice des salaires conventionnés. Le projet est mené ensemble avec des chercheurs de l'équipe "Entreprises et organisation industrielle" du CEPS et financé par le RETEL.

PUBLICATIONS 2014

Dans la série "Regards" :

- n°03/2014 Regards sur l'emploi des femmes
- n°05/2014 Regards sur les accidents de travail et les problèmes de santé liés au travail
- n°16/2014 Regards sur le niveau et la structure du coût de la main-d'œuvre
- n°22/2014 Regards sur le coût de la main-d'œuvre au Luxembourg et en Europe
- n°23/2014 Regards sur la durée de travail

Dans la série "Cahiers économiques" :

- n°117 Rapport travail et cohésion sociale 2014

1) RP2011 et avenir des recensements de la population

En 2014, les travaux relatifs au recensement de la population ont continué. Le règlement 763/2008 du Parlement Européen et du Conseil imposait aux États membres de fournir, outre les hypercubes avec les résultats du recensement, des hypercubes “qualité” et des rapports qualité.

Les hypercubes “qualité”, contenant des informations sur la confection des différentes variables, ont été établis ensemble avec l’unité informatique et mis à disposition d’ Eurostat le 20 mars 2014.

Les États membres ont dû fournir à Eurostat deux rapports qualité. Le premier, identique pour tous les États membres, portait sur la conformité des définitions retenues et a été transmis en mars 2014. Le deuxième rapport, spécifique à chaque pays, demandait des clarifications sur la méthodologie utilisée et a été envoyé en juin 2014.

La collaboration avec l’Université du Luxembourg en vue de publier les résultats du RP2011 s’est poursuivie.

Les différents numéros de la série RP2011 – Premiers résultats ont été retravaillés et compilés dans un ouvrage intitulé “La société luxembourgeoise dans le miroir du recensement de la population” qui a été présenté à la presse le 27 février 2014, date de la parution.

Un deuxième ouvrage, contenant des chiffres-clés pour les cantons et les communes et portant comme titre “Les communes et les cantons du Luxembourg dans le miroir du recensement de la population” est paru en août 2014.

Le comité de pilotage composé de membres de l’unité de recherche INSIDE (Université de Luxembourg) et de la division SOC (STATEC), a poursuivi l’analyse des données du recensement de la population de 2011.

Un premier numéro de la série intitulée “RP Études” et qui porte sur l’utilisation des langues est en cours de finalisation et paraîtra dans les prochaines semaines. En outre, l’unité coopère avec l’Université de Luxembourg dans le cadre du “Jugendbericht 2015”.

Un membre de l’unité participe aux travaux de la task force “Future EU censuses of population and housing” dont la première s’est tenue en décembre 2014.

2) État civil

En ce qui concerne les statistiques démographiques les travaux courants ont eu lieu selon le calendrier prévu. Les données relatives à l’année 2013 ont été publiées au 1^{er} semestre 2014. Le problème rencontré lors des dernières années concernant la collecte des données sur les divorces auprès des deux tribunaux d’arrondissements de Luxembourg et de Diekirch a pu être résolu et les tableaux statistiques avec les données des années 2012 et 2013 ont pu être publiés en automne 2014.

Le Règlement 1260/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif aux statistiques européennes sur la démographie a pour première année de référence l’année 2013. Comme le STATEC était déjà en mesure de fournir toutes les données requises par le règlement en question, données transmises précédemment dans le cadre d’un gentleman’s agreement, l’entrée en vigueur dudit règlement n’a pas eu d’influence sur la confection des statistiques à fournir.

3) Statistiques sur la migration et la protection internationale

Les travaux entamés depuis 2008 en vue de l’amélioration de la qualité des données sur les migrations internationales ont été poursuivis.

La migration des personnes inscrites dans l’ancien Répertoire générale des personnes physiques (RGPP) vers le nouveau Registre national des personnes physiques (RNPP) au cours de l’année 2013, a posé certains problèmes au CTIE qui a dû modifier ses programmes informatiques en vue de fournir au STATEC un fichier avec les données des migrations relatives à l’année 2013.

La collaboration du STATEC au sein du EMN-NCP LU (European Migration Network – National Contact Point Luxembourg) a permis de contribuer à une amélioration des statistiques en matière de demandeurs d’asile et de réfugiés, également demandées dans le cadre de ce règlement.

4) Acquisitions de la nationalité luxembourgeoise

Le nombre d’acquisitions de la nationalité luxembourgeoise, qui après le ralentissement observé en 2011, a atteint avec 4 680 cas en 2012, un niveau jamais atteint auparavant s’est stabilisé en 2013.

4 411 personnes ont obtenu la nationalité luxembourgeoise dont près de 42 % étaient des non-résidents.

5) Projections de population

Les projections de population d’Eurostat, pour lesquelles le STATEC a activement collaboré dans le cadre du “ageing working group” sont sorties fin mars 2014. Les projections socio-démographiques du STATEC établies en 2010 seront révisées en 2015 en prenant en compte, entre autre, les conclusions de l’ageing working group.

6) Registre des Bâtiments et des Logements (RBL)

La mise à jour du Registre des Bâtiments et des Logements (RBL), créé à partir des données du recensement général de la population, des logements et des bâtiments de 2011, s'est poursuivie en 2014.

L'enquête sur les bâtiments achevés et l'enquête sur les transformations et les démolitions des bâtiments sont à la base de cette actualisation.

- L'ajout de nouvelles constructions se fait à partir de la statistique sur les bâtiments achevés ;
- La modification des caractéristiques des bâtiments et logements existants, ainsi que la désactivation des bâtiments démolis se font à partir de l'enquête des transformations et des démolitions des bâtiments.

7) Statistiques des bâtiments achevés

La publication des résultats relatifs à l'année de référence 2012 s'est fait selon le calendrier prévu. Les tableaux de l'enquête qui a pour objet de recenser tous les bâtiments dont la construction a été achevée au cours d'une même année, peuvent être téléchargés du Portail des statistiques.

8) Statistiques des transformations et des démolitions des bâtiments

Cette nouvelle enquête, lancée en 2013 pour permettre la mise à jour du registre des bâtiments et des logements (RBL), a continué en 2014.

En 2014, quelques 1 800 questionnaires (reprenant les variables contenues dans le RBL) ont été adressés aux personnes ayant demandé une autorisation de transformation ou de démolition de bâtiment. Avec plus de 70 %, le taux de réponse de cette nouvelle enquête est très satisfaisant.

9) Plan directeur sectoriel Lycées (PDSL)

La collaboration de l'unité au sein du groupe interministériel plan directeur sectoriel lycées, s'est poursuivie. En vue de la planification d'un lycée, l'unité a fourni au ministère de l'Éducation nationale, de l'enfance et de la jeunesse un fichier anonymisé reprenant certaines caractéristiques des jeunes âgés de 0 à 20 ans.

PUBLICATIONS 2014

La société luxembourgeoise dans le miroir du recensement de la population.
Les communes et les cantons du Luxembourg dans le miroir du recensement de la population.

Dans la série "Regards" :

- N°06/2014 Regards sur les familles
- N°18/2014 Regards sur la mortalité
- N°30/2014 Regards sur les bâtiments achevés en 2012

Dans la série "Cahiers économiques" :

N°117 Rapport travail et cohésion sociale 2014

1) Indice des prix à la consommation et échelle mobile des salaires

La production régulière de l'indice des prix à la consommation a été assurée dans le respect du calendrier fixé. Ainsi, douze résultats mensuels ont été établis et publiés dans la série "indicateurs rapides". Chaque diffusion a été accompagnée d'un communiqué de presse. Conformément au règlement grand-ducal du 20 novembre 1999, la Commission de l'indice des prix à la consommation, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication des résultats.

Les travaux d'actualisation du schéma de pondération qui se basent sur la dépense de consommation finale des ménages des comptes nationaux ont été entamés au mois d'octobre. Le règlement grand-ducal fixant la nouvelle pondération est à prendre sur avis du Conseil économique et social (CES). Le STATEC a présenté les résultats de l'exercice d'actualisation en date du 27 novembre 2014 au CES. Une réunion supplémentaire s'est tenue le 21 octobre 2014 où l'unité a exposé sa stratégie d'implémentation de la nouvelle classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP) à partir de 2016.

Actuellement, la nomenclature utilisée pour la transmission à Eurostat des indices des prix à la consommation est conforme à la version à quatre chiffres des Nations unies. En 2010 Eurostat a entamé des travaux d'harmonisation et a introduit un niveau de détail supplémentaire. Une stratégie d'implémentation de la nouvelle classification des fonctions de consommation des ménages (COICOP) a été mise en place à l'aide d'un expert international en statistiques de prix.

Ensuite, en s'inspirant de travaux déjà réalisés dans d'autres pays, les différentes méthodes permettant de calculer des séries indiciaires à partir des données de passage en caisse (scanner data) ont été testées. Les résultats de ces calculs expérimentaux ont été présentés lors d'un workshop Eurostat sur le sujet.

Le STATEC a aussi activement participé aux travaux d'une task force Eurostat pour établir des recommandations communautaires destinées à améliorer la qualité des indices de prix à la consommation sur des sujets bien précis. L'implémentation de ces recommandations est régulièrement auditée par Eurostat.

Au cours de 2014, le STATEC a commencé à implémenter les recommandations communautaires dans le domaine des services de télécommunication. A cette fin les différents opérateurs du marché ont été rencontrés, ces derniers ont accepté de collaborer et de fournir les données supplémentaires demandées par le STATEC pour permettre de se conformer aux recommandations en la matière. La nouvelle enquête sur les loyers permettra également de produire à l'avenir des séries indiciaires conformes avec les recommandations européennes.

Depuis quelque temps déjà, certains prix étaient manuellement relevés sur Internet pour les besoins de l'indice des prix à la consommation. En 2014, le STATEC a réussi à automatiser la collecte des prix sur certains sites internet. Ainsi, par exemple, les prix pour les vols réguliers sont exclusivement collectés de manière automatique sur internet. Cette technique permet de relever plus de prix en moins de temps et représente un gain significatif de productivité.

En tant que fournisseur de données et expert en matière de prix à la consommation, le STATEC a participé aux travaux de l'Observatoire des prix et du Conseil de la Consommation auprès du ministère de l'Économie.

2) Enquêtes de prix communautaires dans le cadre de l'établissement des parités de pouvoir d'achat (PPA)

En 2014, le STATEC a contribué aux enquêtes de prix réalisées dans le cadre du programme de comparaison international, tel que prévu par le Règlement (CE) n°1445/2007 établissant des règles communes pour la fourniture d'informations de base sur les parités de pouvoir d'achat et pour leur calcul et leur diffusion, en vigueur depuis le premier janvier 2008.

Deux vastes enquêtes de prix ont été réalisées sur le terrain, l'une au printemps sur les services et l'autre en automne sur les meubles et la santé. En outre, les travaux de validation des données collectées en 2013 ont été réalisés en collaboration avec les collègues mandatés par Eurostat, en respect de la procédure mise en place par le règlement. Les travaux relatifs à la collecte et la validation du volet des prix dans la construction ont été réalisés en sous-traitance avec un consultant externe.

Divers fichiers de données requis par le programme de transmission ont été livrés en collaboration avec l'unité "Comptes nationaux" du STATEC et l'Administration du personnel de l'état dans les délais prévus. Pour la deuxième année en collaboration avec l'IGSS, l'unité a contribué au programme de comparaison des prix d'Eurostat et de l'OCDE, en fournissant des prix sur le coût de traitement d'un échantillon de maladie dans les hôpitaux du pays.

3) Prix des logements et de la construction

L'indice hédonique des prix des appartements a été diffusé chaque trimestre dans la collection "Indicateurs rapides – Série C". Cette statistique est produite avec un trimestre de retard.

Conformément au calendrier, les résultats de l'indice des prix de la construction ont été diffusés dans la série "Indicateurs rapides-Série A2" en janvier et en juillet 2013. La Commission technique consultative des indices de prix de la construction, présidée par le STATEC, s'est réunie avant chaque publication.

Les travaux dans le domaine du coût du logement se sont poursuivis en 2014. En effet, le règlement (UE) n°93/2013 concernant l'établissement d'indices des prix des logements occupés par leur propriétaire prévoyait la première transmission des séries "owner-occupied housing" (OOH) pour le 3^e trimestre 2014. De plus, des données rétrospectives qui remontent jusqu'au 1^{er} trimestre 2010 ont été fournies. A cette fin, un système de production qui intègre les données déjà disponibles a été mis en place et regroupe les séries indiciaires des appartements neufs, des "self-builders", des coûts additionnels et des services d'assurance ainsi que les pondérations qui se rapportent à ces séries. Les systèmes de qualité (métadonnées et inventaires) qui se rapportent à ces statistiques ont été développés.

4) Enquête pilote sur les loyers

Cette nouvelle enquête s'est imposée par l'abolition du recensement fiscal qui permettait de disposer chaque année des informations nécessaires pour estimer l'évolution des loyers pour l'indice des prix à la consommation et les loyers imputés dans les comptes nationaux.

Suite à l'abandon du recensement fiscal, il a été décidé de développer, au sein de la division des statistiques sociales, une nouvelle enquête sur les loyers. En 2014, une enquête pilote a été réalisée dont le déroulement a été satisfaisant. Un peu plus de 500 locataires sont dans le panel au bout d'une année.

5) Groupe de travail technique "Coordination des statistiques de l'immobilier, du logement et de l'habitat"

A l'initiative du STATEC, un groupe de travail technique (GT) a été instauré en 2012 dont la mission consiste à élaborer des propositions visant à coordonner au niveau national le développement, la production et la diffusion de statistiques dans le domaine de l'immobilier, du logement et de l'habitat. Les travaux du GT doivent contribuer à optimiser le travail des différents acteurs du système statistique national, à assurer la fiabilité et à renforcer la crédibilité de la statistique publique dans ce domaine. Le GT est composé par des agents du ministère du Logement / Observatoire de l'habitat, de la Banque centrale du Luxembourg et du STATEC impliqués dans la production des statistiques sur l'immobilier, le logement et l'habitat. En tant que principal fournisseur des données de base, l'Administration de l'enregistrement et des domaines participe également à ce GT. Le groupe de travail technique rapporte à un comité de pilotage composé de représentants du ministère du Logement / Observatoire de l'habitat, de la BCL et du STATEC.

Les travaux du GT se sont poursuivis en 2014. Les travaux se sont essentiellement concentrés sur la préparation d'une publication commune sur les statistiques du logement. La première édition de la publication "Le logement en chiffres" est parue à l'occasion de la semaine du logement. La publication reprend les principales tendances, comprend un tableau de bord et propose une partie focus sur un ou plusieurs sujets bien spécifiques. La publication ainsi que les travaux du groupe de travail ont été présentés à la commission parlementaire dédiée aux questions de logement.

6) Prix à la production

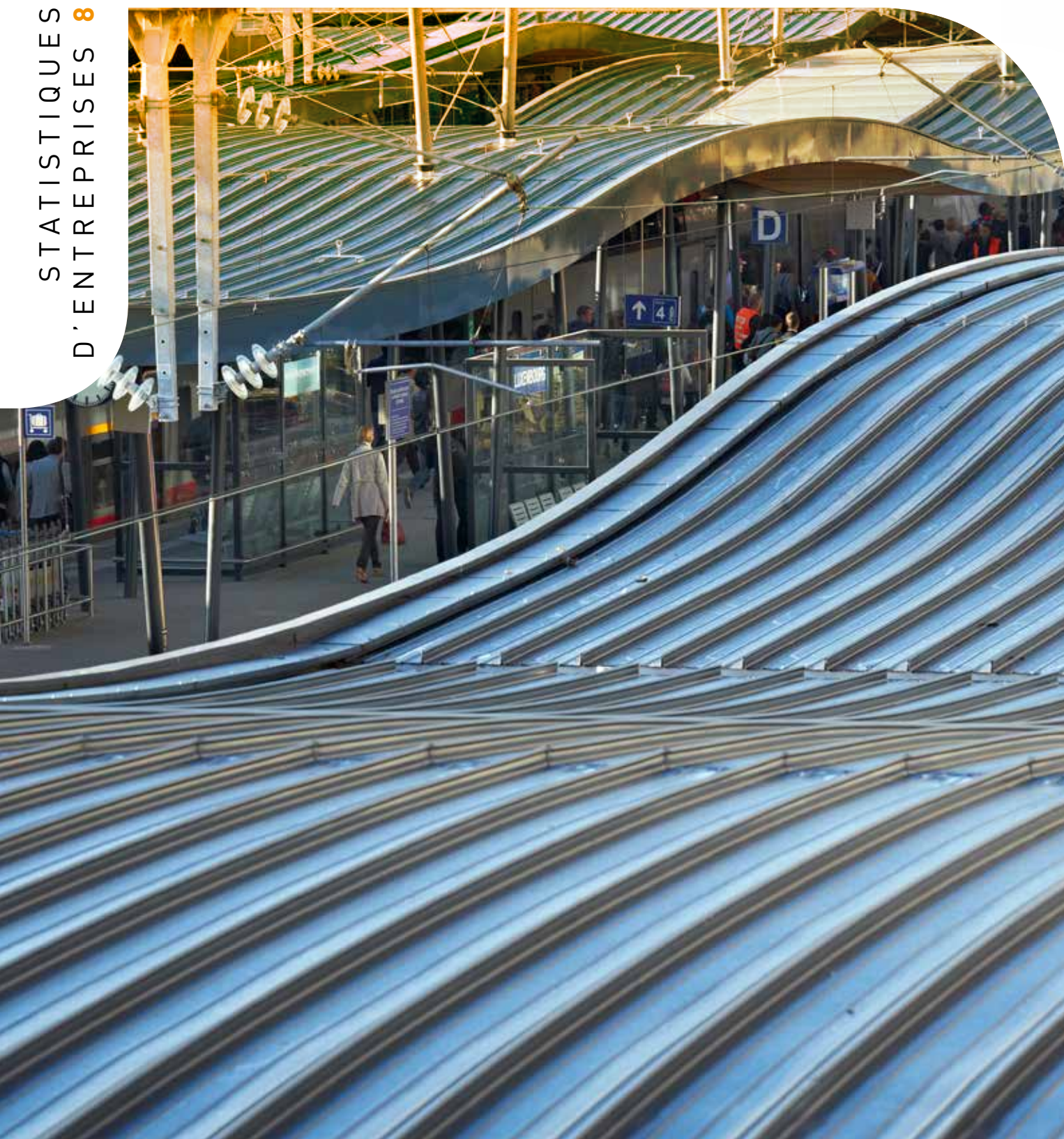
La production mensuelle de l'indice des prix à la production des produits industriels (IPPI) a été assurée avec succès. Les résultats ont été publiés dans la collection "Indicateurs rapides – Série A3" qui reprend les principaux résultats.

Le STATEC a assuré la production et la transmission trimestrielle des séries indiciaires relatives au prix à la production des services. La période de référence de l'indice a été changée, maintenant les résultats sont fournis en base 100 = 2010 au lieu de la base 100 = 2006.

Dans le cadre du règlement (EC) n°1165/95 concernant la production d'un indice des prix à l'importation, le Luxembourg participe à un échantillon européen. La transmission mensuelle de cet indice à Eurostat a été assurée dans les délais.

PUBLICATIONS ET AUTRES CONTRIBUTIONS

- Présentation "Compilation of experimental price indices using a fixed basket approach", Workshop on Scanner Data for HICP, Eurostat, Vienne, octobre 2014.
- Présentation "OOH weights derivation and impact on the HICP in Luxembourg", OOH Workshop, Eurostat, Luxembourg, juin 2014.
- Discutant de la session "Methodological issues" au groupe d'expert des indices de prix à la consommation, UNECE, Genève, mai 2014.
- Tableau de bord compétitivité, Bilan Compétitivité 2013, Observatoire de la Compétitivité, octobre 2014.
- A Hedonic Rental Price Index for Luxembourg, Séminaire économique STATEC, novembre 2014.



Gare de Luxembourg 2012 - nouveaux toits pour les quais

STATISTIQUES D'ENTREPRISES

COMMERCE EXTÉRIEUR

Les statistiques du commerce extérieur ont été diffusées conformément aux méthodologies et délais prescrits. De plus, les préparations à la refonte du système de collecte Intrastat, la migration vers le service de déclaration en ligne IDEP.WEB ainsi que le développement d'un nouvel outil de gestion de l'enquête Intrastat figuraient parmi les objectifs opérationnels de l'année 2014.

1) Refonte du système de collecte Intrastat

Avec l'adoption à moyen terme du nouveau règlement cadre relatif aux statistiques d'entreprises, FRIBS (Framework Regulation Integrating Business Statistics), la Commission européenne envisage une refonte du système de collecte Intrastat. Cette refonte vise une réduction significative de la charge de réponse des redevables, tout en maintenant le niveau de qualité actuel des statistiques du commerce intracommunautaire.

Elle représente un changement de fond par rapport au système actuel étant donné qu'elle reposerait sur un système de rapport à flux unique. En effet, la finalité d'un tel système serait de collecter uniquement les livraisons intracommunautaires auprès des opérateurs. La collecte directe auprès des firmes importatrices serait progressivement remplacée (en haussant au fur et à mesure le seuil d'exemption à l'importation) par les données miroirs collectées dans les 27 autres États membres. Cela présuppose un échange de micro-données entre États membres (similaire à celui qui existe déjà pour les informations fiscales VIES) ainsi que la collecte de deux nouvelles variables à l'exportation, à savoir : l'identifiant de l'acquéreur dans l'État membre partenaire et le pays d'origine des marchandises. À partir de l'identifiant de l'acquéreur, chaque État membre serait en mesure d'établir des statistiques détaillées à l'importation.

Le passage à un tel système soulève de nombreuses questions d'ordre juridique, méthodologique, budgétaire et technique. Les États membres analysent les effets d'un tel changement dans le cadre du projet communautaire ESS.VIP.SIMSTAT (06/2012–12/2015).

2) Migration du IDEP.NET vers IDEP.WEB

Le 1^{er} février 2013, le STATEC a mis en ligne le logiciel IDEP.WEB, un nouveau service de dépôt des déclarations Intrastat (échanges intracommunautaires de biens) et BOP (balance des paiements) via Internet. Le nouveau service en ligne est destiné à remplacer IDEP.NET, le formulaire électronique "offline" du STATEC. Initialement, la phase de transition a été programmée jusqu'en mars 2016. Néanmoins, en raison du contexte budgétaire actuel, le STATEC a été contraint de réduire la période de transition d'un an. Pour promouvoir cette migration, le STATEC propose régulièrement aux entreprises redevables des formations gratuites au logiciel.

IDEP.WEB ne nécessite aucune installation de composants "offline" et le déploiement des mises à jour se fait automatiquement sans aucune intervention manuelle de la part de l'utilisateur. La solution "online" offre aux déclarants la même panoplie de fonctionnalités que celle offerte par IDEP.NET. En outre, les usagers peuvent migrer la plupart de leurs configurations du .NET vers le .WEB.

3) Mise en production d'un nouvel outil de gestion de l'enquête Intrastat

Une application WinDev a remplacé les anciennes applications PowerBuilder (registre de l'enquête Intrastat; encodage, correction et redressement de données brutes). Les fonctionnalités et les éléments d'analyse de l'outil ont été complétés et étoffés. En début de l'année 2015, l'application sera complétée par une procédure de rappel basée en grande partie sur des messages électroniques.

INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS

1) Collecte et stockage des données

L'adoption du règlement (UE) n°555/2012 a instauré le nouveau cadre méthodologique de la "Benchmark Definition" (4^e édition) et du manuel de la Balance des Paiements (6^e édition). Ce règlement a initié une révision fondamentale des procédures de collecte, de compilation et de production. Après l'introduction du nouveau questionnaire "paperless" l'an passé, nous avons lancé l'enquête IDE 2013 comme prévu et les questionnaires électroniques ainsi que toute la documentation y relative peuvent être téléchargés du Portail des statistiques.

Le nombre de questionnaires retournés au STATEC au sein de cette enquête a plus que doublé depuis le début de l'enquête. L'exploitation semi-automatique des réponses n'a été réalisable qu'en partie en raison des nombreux problèmes de format lors du dépouillement. Les retards pris au niveau de l'injection des données dans la base de données font que cette d'année, les travaux de saisie ne sont toujours pas dénoués.

Les données sur les investissements directs étrangers réalisés par les établissements bancaires, recueillies par la Banque centrale du Luxembourg, ont été transmises au STATEC. Nous avons analysé et contrôlé ces données bancaires, qui ont finalement été intégrées dans les tableaux statistiques sur les IDE.

2) Analyse et compilation des résultats

Depuis 2010, nous avons élargi le champ de saisie pour inclure tous les liens intermédiaires nationaux et internationaux en réponse à des besoins d'information concernant la structure de groupe. A partir de 2012, le champ de collecte a été étendu d'avantage pour couvrir également les sociétés-sœurs en conformité avec le règlement (UE) n°555/2012. Environ un tiers des réponses reçues sont cependant incomplètes et / ou inexactes et sont redressées selon le cas en coopération directe avec le déclarant, par consultation d'autres sources administratives / publiques ou par des estimations.

Le volume accru des variables et des questionnaires à traiter ainsi que la dynamique et la complexité accrues des structures de participations des entreprises multinationales prolongent sensiblement les travaux d'analyse et de contrôle des données brutes, pourtant nécessaires à la bonne qualité des résultats statistiques. Malgré les gains d'efficacité escomptés par le traitement semi-automatisé des entrées, l'intervention manuelle reste indispensable et le bilan est mitigé.

L'exploitation de toutes ces variables supplémentaires nous a amené à développer, avec l'aide de nos services internes, une application pour visualiser et consulter les structures des groupes multinationaux. Dans le même contexte, nous sommes fournisseur de données pour le registre des groupes d'entreprises qui contribue à alimenter le "European Group Register (EGR)".

3) Production des statistiques

Les nouvelles obligations statistiques internationales issues de l'orientation 2011/23 de la BCE et du règlement (UE) n°555/2012 de la Commission sont multiples. L'envergure des nouvelles requêtes constitue un vrai défi et nous avons préparé les données relatives à notre contribution à la Position Extérieure Globale (PEG), établie par la Banque centrale du Luxembourg pour compte de la Banque centrale européenne. En parallèle, nous avons traité les requêtes sur les IDE d'Eurostat, de l'OCDE et du FMI. La production des statistiques IDE 2012 et la révision des statistiques IDE 2011 ont été dénouées avec la publication de la nouvelle série des statistiques IDE sur le Portail des statistiques, dont les tableaux sont mis à disposition en langues française, allemande et anglaise.

STATISTIQUES STRUCTURELLES D'ENTREPRISES

1) 83 % des entreprises au Luxembourg ont une activité économique marchande non financière

Le bulletin sur le profil structurel de l'économie marchande non financière de 2005 à 2011 a été publié en novembre 2014.

L'aspect novateur du bulletin est que, au-delà de la description des aspects démographiques et de l'importance relative des activités économiques, il s'est intéressé aux sujets de la création de valeur, de la rentabilité et de la compétitivité des entreprises.

Dans le même contexte, les tableaux statistiques par branche détaillée de la NACE rév2 ont été diffusés – y figurent également les statistiques structurelles par agrégats spéciaux de la NACE rév2, comme par exemple les services liés aux TIC ou les services de transport liés à la logistique.

Tous ces travaux ont requis une refonte approfondie du processus de diffusion, des travaux supplémentaires de vérification de la confidentialité, mais aussi une révision complète des statistiques structurelles sur les entreprises couvrant la période 2005 – 2011.

2) Les enquêtes sur la R&D et l'innovation ainsi que sur l'usage des TIC par les entreprises ont été rapatriées avec beaucoup de difficultés

La production des statistiques sur la R&D, l'innovation et l'usage des TIC, qui par le passé fut sous-traitée au CEPS-INSTEAD, est désormais réalisée par le STATEC. Pour développer les processus de production nécessaires, le STATEC a eu recours à l'appui d'un prestataire de service externe travaillant sur place. Avant de pouvoir produire les statistiques proprement dites, il a fallu développer les processus de collecte, de traitement et d'analyse des données.

Par conséquent, le rapatriement a non seulement retardé de plusieurs mois la diffusion des statistiques R&D 2012 – 2013, de l'innovation 2010 – 2012 et de l'usage des TIC 2014, mais également la production et la diffusion des statistiques structurelles sur les entreprises et des statistiques inward FATS (Foreign affiliates statistics) de l'année 2012.

3) Changement du mode de collecte des statistiques sur la R&D et l'innovation à partir de l'enquête 2012

Suite aux conclusions tirées de l'analyse de la série temporelle de la dépense de R&D de l'économie marchande entre 2004 et 2011 ainsi qu'à l'occasion du rapatriement de l'enquête, le STATEC a décidé de recourir au mode de collecte par questionnaire au lieu du mode par interview. Le support principal a été un formulaire web (91 % des répondants) avec comme alternative un questionnaire papier. Le changement du mode de collecte a requis une profonde adaptation du questionnaire, qui par le passé était conçu pour mener des interviews sur place.

Par ailleurs, l'accès aux données relatives aux aides publiques pour des "projets ou programmes de recherche et développement" nous a permis d'améliorer la précision des estimations et de réduire le biais de la non-réponse.

Finalement, l'exploitation des métadonnées sur la R&D, la prise de contact par téléphone avec les répondants ainsi que l'analyse longitudinale des micro-données d'enquête ont joué un rôle primordial dans l'interprétation et la validation des données R&D fournies par les entreprises.

PUBLICATIONS

- Bulletin 1/2014 "Les statistiques structurelles de l'économie marchande non financière 2005 à 2011"
- "Liste des principaux employeurs au 1^{er} janvier 2014"

INDICATEURS CONJONCTURELS, TRANSPORTS, TOURISME

1) Statistiques mensuelles de l'activité – modernisation du processus de production et de collecte

Dans le domaine des statistiques mensuelles de l'activité dans l'industrie et la construction, le STATEC laisse aux entreprises le libre choix de décider sous quelle forme elles souhaitent transmettre les données requises. Actuellement, cinq questionnaires sur six sont remplis sous format EXCEL et nous sont retournés par e-mail. Une grande partie de la collecte de données peut donc désormais se faire moyennant une procédure d'importation automatisée vers la base de données, sans plus passer par une saisie manuelle.

En même temps des travaux de reprogrammation de la base de données ont été entrepris. Des requêtes automatiques permettent de vérifier le contenu des données importées ; elles reposent sur des tests logiques qui examinent la cohérence entre les données. Tout comme les données saisies manuellement, les données importées peuvent être éditées et corrigées, si nécessaire. Avec la disparition graduelle de la saisie manuelle des données brutes l'accent sera davantage mis sur l'analyse et l'interprétation des résultats.

2) Statistiques sur les transports routiers de marchandises – objectif de réduire la charge administrative

L'enquête relative aux statistiques sur le transport routier de marchandises sera dorénavant une enquête par sondage et non plus un recensement. Les travaux sur la méthode d'échantillonnage ont été clôturés durant le premier semestre 2014. Dès l'année 2015, le nombre de véhicules pour lesquels les déclarants sont invités à remplir le questionnaire d'enquête sera diminué. Le STATEC compte ainsi réduire de 25 % la charge administrative des entreprises. Le tirage de l'échantillon se fera à partir du fichier mensuel du parc automobile luxembourgeois. Il tiendra compte de trois sortes de véhicules : les tracteurs routiers, les camions ayant une charge utile inférieure ou égale à 12 tonnes et les camions ayant une charge utile supérieure à 12 tonnes. L'introduction de cette stratification permet d'optimiser les méthodes d'extrapolation et augmentera ainsi la qualité des résultats.

Les détenteurs de véhicules faisant partie de l'enquête recevront une fois par an un questionnaire portant sur une semaine d'enquête. Le nombre de semaines d'enquête passera à 24 semaines par année au lieu des 28 semaines actuellement.

3) Statistiques sur l'hébergement touristique – qualité des données brutes

L'obligation pour les établissements d'hébergement de remplir des fiches d'hébergement de manière électronique a certainement accéléré la collecte des données brutes, mais d'un autre côté, elle n'a pas contribué à l'exhaustivité ou à une augmentation générale de la qualité des données. Au contraire, le STATEC a dû constater que de nombreux établissements transmettent des données erronées ou incomplètes, d'autres refusent d'utiliser le système de transmission électronique de fiches.

En vue de redresser les résultats bruts des années 2012 à 2014, le STATEC a demandé des informations supplémentaires auprès d'une trentaine d'établissements les plus importants. Des relevés mensuels des arrivées et nuitées par pays de provenance ont été fournis.

Le STATEC a ainsi procédé à un redressement manuel de plus de 25 000 enregistrements.

R É P E R T O I R E D E S E N T R E P R I S E S

1) Classement des entreprises par code NACE/secteur institutionnel

Le classement des entreprises par code NACE / secteur institutionnel se fait en premier lieu en utilisant les renseignements obtenus par notre enquête mensuelle sur les activités économiques. Cette enquête s'adresse à toute personne morale nouvellement créée incorporée au Luxembourg. Elle a principalement les objectifs suivants :

- la détermination de l'activité économique exercée par les entreprises (code NACE) ;
- la détermination du secteur institutionnel auquel appartient l'entreprise ;
- l'identification de mouvements démographiques des entreprises (changement de forme juridique, de propriétaire, fusions, scissions, ...).

En 2014, 9 893 questionnaires et 3 818 rappels ont été envoyés par notre service. Quelque 8 633 questionnaires ont été remplis et renvoyés. Plus de 12 500 codes NACE ont été nouvellement attribués aux entreprises ou modifiés, soit sur base des informations reçues de l'enquête, soit sur base d'autres sources d'informations. Presque 3 300 codes NACE ont été confirmés par courrier aux entreprises.

Les codes NACE attribués aux entreprises peuvent être consultés sur le volet "entreprises" du portail internet "De Guichet" : http://www.guichet.public.lu/fr/entreprises/code_nace/index.php.

2) Démographie des entreprises

La collecte annuelle harmonisée des données sur la démographie des entreprises est inscrite à l'annexe IX du règlement (CEE) n°295/2008 du Conseil (séries 9A, 9B, 9C et 9D). La production des données sur la démographie des entreprises et leur transmission à Eurostat est obligatoire pour les États membres de l'UE et se fait sur une base annuelle pour le 30 juin au plus tard, donc 18 mois après la période de référence. Les travaux pour compiler les données pour l'année de référence 2012 (collecte 2014) ont été achevés début août 2014 (retard < 45 jours). A part cette obligation, il faut surtout noter l'intérêt politique pour les indicateurs construits sur base de ces données (Stratégie de Lisbonne, Observatoire de la Compétitivité).

Depuis 2014, la compilation des données pour les projets "Employer business demography" et "EU2020 Headline Indicator : High growth innovative enterprises" est devenue obligatoire (règlement européen).

Pour le projet "Employer business demography", la transmission des données à Eurostat doit se faire au plus tard 20 mois après la fin de la période de référence, donc au 31 août chaque année. La compilation et transmission des données pour l'année de référence 2012 a été achevée fin septembre 2014 (retard < 30 jours).

Concernant le projet "EU2020 Headline Indicator : High growth innovative enterprises", la transmission des données à Eurostat doit se faire au plus tard 18 mois après la fin de la période de référence, donc au 30 juin chaque année. Ce projet vise à collecter des informations sur les entreprises occupant au moins 10 salariés au début de la période et ayant réalisé une croissance moyenne annuelle de 10 % ou plus sur une période consécutive de 3 années. La compilation et transmission des données pour l'année de référence 2012 a été achevée début août 2014 (retard < 45 jours).

En 2014, Eurostat a lancé un nouveau projet qui vise à collecter des données trimestrielles sur la démographie des entreprises (nombre de création et faillites par trimestre). Les premiers travaux d'analyse et de compilation des données ont été réalisés. La production de ces données est actuellement volontaire, mais une fois rendue obligatoire elle doit être assurée avec un délai de 40 jours après la fin du trimestre.

Des tableaux statistiques sur la démographie des entreprises sont mis à disposition au public sur le Portail des statistiques : www.statistiques.lu ou par Eurostat : <http://ec.europa.eu/eurostat/data/database>.

3) Registre européen des groupes multinationaux d'entreprises

La Commission européenne a lancé en 2009 un nouveau projet intitulé "EuroGroup Register (EGR)" qui vise à représenter au sein d'un même registre la structure (liens de contrôle entre sociétés, tête de groupes,...) des groupes multinationaux d'entreprises les plus importants opérant sur le territoire de l'UE. Actuellement, ce registre couvre plus que 10 000 groupes d'entreprises. Des données sont disponibles pour les années de référence 2008 à 2012. En 2013, une nouvelle version de l'EGR, l'EGR 2.0, a été implémentée par Eurostat remplaçant la version 1.0. La version 2.0 a fondamentalement révisée le processus de collecte, de nettoyage et de validation des données.

En 2014, l'unité "Répertoire des entreprises" du STATEC a compilé et transmis plusieurs fichiers de données pour alimenter cette base de données. Le fichier reprenant la structure des groupes d'entreprises pour 2013 nous a été mis à disposition début juin 2014.

4) Registre national des groupes d'entreprises

Le projet "Répertoire de groupes d'entreprises" consiste à mettre en place une base de données nationale centralisant les relations d'actionariat entre les différentes unités légales constituant des groupes d'entreprises et ceci conforme au règlement (CE) n°177/2008 du Parlement européen et du Conseil. A défaut d'un registre des actionnaires, les données sur les groupes d'entreprises doivent être collectées à partir d'informations issues des enquêtes du STATEC (IDE, SBS,...) ou de sources externes (EGR, Bureau van Dijk (BvD), Registre de commerce (RCS)).

Les participants du projet "Répertoire de groupes d'entreprises" ont réussi en 2014 à mettre en place une base de données de type multidimensionnelle contenant toutes les caractéristiques économiques exigées dans le Règlement (CE) n°177/2008 du Parlement européen et du Conseil.

P U B L I C A T I O N S

- Les entreprises luxembourgeoises 2014, version alphabétique et systématique (versions imprimées, PDF téléchargeables et Excel)



Siège de l'Université / Maison du savoir - Belval 2015

STATISTIQUES MACROÉCONOMIQUES

NOUVEAU CADRE MÉTHODOLOGIQUE ET RÉVISION STATISTIQUE

La division des statistiques macroéconomiques (MAC) est en charge de la compilation des comptes nationaux et de la balance des paiements. L'année 2014 a été marquée par la mise en œuvre des nouveaux cadres méthodologiques du **SEC 2010** (système européen des comptes nationaux) respectivement du **MBP6** (manuel de la balance des paiements). Qui plus est, la révision statistique des comptes nationaux de la période 2000 à 2013, ainsi que des séries de la balance des paiements de 2002 à 2013, a été finalisée. Ainsi 2014 a été une année toute à fait exceptionnelle, tant en ce qui concerne la nature des travaux, qu'en ce qui concerne le volume de travail.

Les tableaux des comptes nationaux ont été transmis dans les délais à Eurostat (30 septembre 2014). Toutefois il n'a pas été possible de finaliser les comptes sectoriels. En ce qui concerne la balance des paiements, la première transmission de données en MBP6 s'est faite en juin. Elle fut suivie d'une période transitoire avec transmission simultanée obligatoire des séries en MBP5 et MBP6. En dépit de cette double charge, tous les délais ont pu être respectés.

*Les deux "bibles" de la balance des paiements
respectivement des comptes nationaux,
nouvelle mouture*



Avec la révision méthodologique le programme de publication a été sensiblement étoffé de façon à ce que le Luxembourg dispose maintenant de statistiques macroéconomiques assez complètes.

Parmi les utilisations des données publiées par la division MAC, il y en a une qui prime largement toutes les autres, à savoir l'usage administratif par les institutions de l'UE.

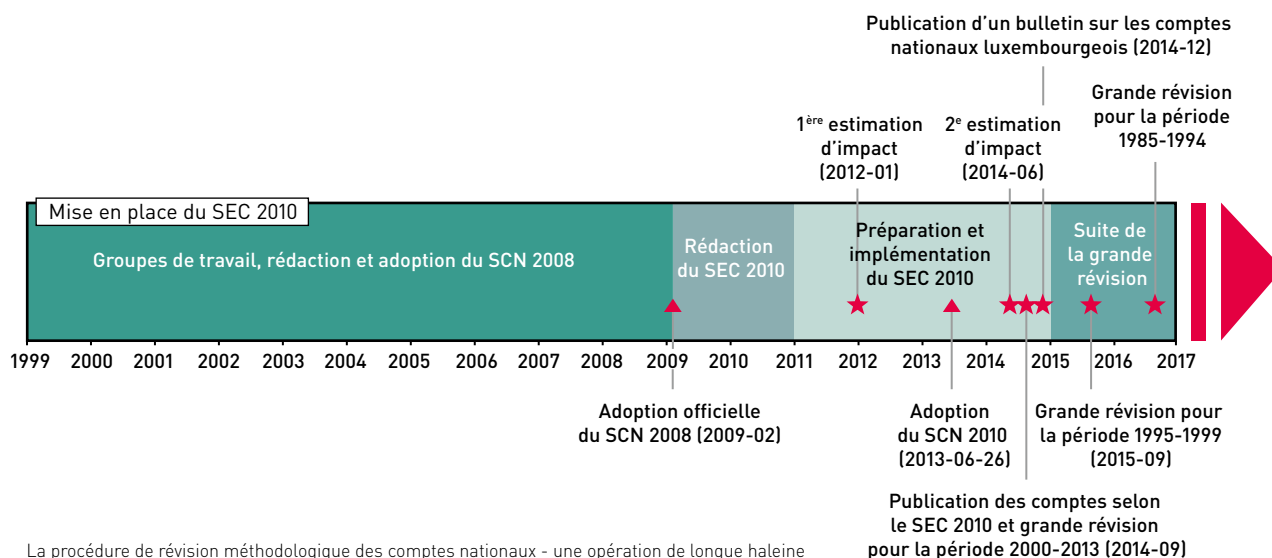
- Une première utilisation administrative des comptes nationaux a déjà été introduite en 1988. Ainsi le plafond de contribution maximal des Etats membres au budget européen est depuis lors fixé à un pourcentage du revenu national brut (RNB) qui se situe actuellement à 1.24 %.
- Depuis 1992, les critères de convergence "déficit" et "dette publique" du traité de Maastricht reposent également sur des agrégats de la comptabilité nationale. Afin d'assurer la qualité et la comparabilité entre pays membres des séries statistiques, l'UE a progressivement mis en place un cadre réglementaire de plus en plus contraignant.

De nos jours, presque toutes les modalités de production des comptes nationaux sont fixées par des règlements européens directement applicables dans les pays membres. Des dérogations temporaires, dont le Luxembourg a pu profiter, sont venues à échéance et le nombre de tableaux obligatoires a augmenté. En général les données statistiques doivent être de plus en plus détaillées, mises à disposition plus rapidement, et être mieux documentées par souci de qualité. Pour les statistiques macroéconomiques luxembourgeoises ce processus est, en principe, bénéfique vu qu'il impose des standards de qualité ambitieux dans un cadre d'expertise élevée par les instances de contrôle.

MISE EN ŒUVRE DU SEC 2010

La révision méthodologique du SEC 2010, ainsi que sa mise en œuvre dans les comptes nationaux luxembourgeois, a été une opération de longue haleine. La méthodologie du SEC 2010, ainsi qu'une série de tableaux statistiques, sont ancrées dans

un règlement européen contraignant qui s'applique à l'ensemble des Etats membres. A ce règlement est joint un programme de transmission impressionnant qui comporte les tableaux à fournir ainsi que les délais.



La procédure de révision méthodologique des comptes nationaux - une opération de longue haleine

Le SEC 2010 découle directement du Système de comptabilité nationale (SCN) de l'ONU, lui-même révisé en 2008. Il comporte toutefois certaines précisions et règles plus strictes adaptés aux usages administratifs dans l'UE.

Le SEC 2010 comporte une quarantaine d'innovations méthodologiques par rapport au SEC 95. Toutefois ces changements constituent plutôt une évolution qu'une révolution. Ainsi les principes de base des comptes nationaux sont restés inchangés et seulement des adaptations ponctuelles ont ramené le nouveau système plus proche de la réalité économique.

Les changements peuvent être regroupés en plusieurs catégories :

- Adaptations des nomenclatures
- Précisions de certaines définitions, sans pour autant changer le contenu sur le fond
- Extension et précision des concepts d'actifs, de formation de capital et de consommation de capital fixe
- Affinement du traitement et de la définition des actifs et des instruments financiers
- Mise à niveau du SEC avec les dernières décisions appliquées dans le cadre de la procédure des déficits excessifs
- Harmonisation des concepts et nomenclatures du SCN et du MBP6



Le SCN 2008, la référence mondiale des comptes nationaux. Le SEC 2010 en est l'adaptation européenne.

Les changements les plus conséquents sur le plan national sont (en termes d'importance) les suivants :

- La capitalisation des dépenses de recherche et développement (R&D)
- L'affinement du mode de calcul des services d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM)
- L'amélioration du calcul de la production des assurances et des activités de réassurance
- La modification de l'enregistrement des droits à pension (ceci toutefois dans un tableau supplémentaire en dehors du cadre central des comptes nationaux)
- La capitalisation des dépenses militaires dans leur ensemble
- Le changement de l'enregistrement des marchandises du travail à façon (goods for processing) et du courtage (merchanting)
- L'inclusion des stock-options en tant que rémunération des salariés
- Le traitement des versements exceptionnels entre administration publique et entreprises publiques
- La classification des actifs financiers.

Pour autant que ces changements touchent les transactions avec le reste du monde, ils ont également été intégrés dans la balance des paiements révisée.

L'impact de la révision sur le niveau du PIB en valeur est en moyenne de + 0.5 % seulement, les seuls changements méthodologiques augmentant le niveau du PIB de quelque + 1.5 % tandis que la révision statistique a tiré le PIB plutôt vers le bas.

La formation brute de capital fixe a été révisée de + 8.0 % en moyenne, dont environ la moitié imputable au nouveau traitement des dépenses de R&D en tant qu'actifs et non plus en tant que dépenses intermédiaires.

NOUVEAU MANUEL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (MBP6)

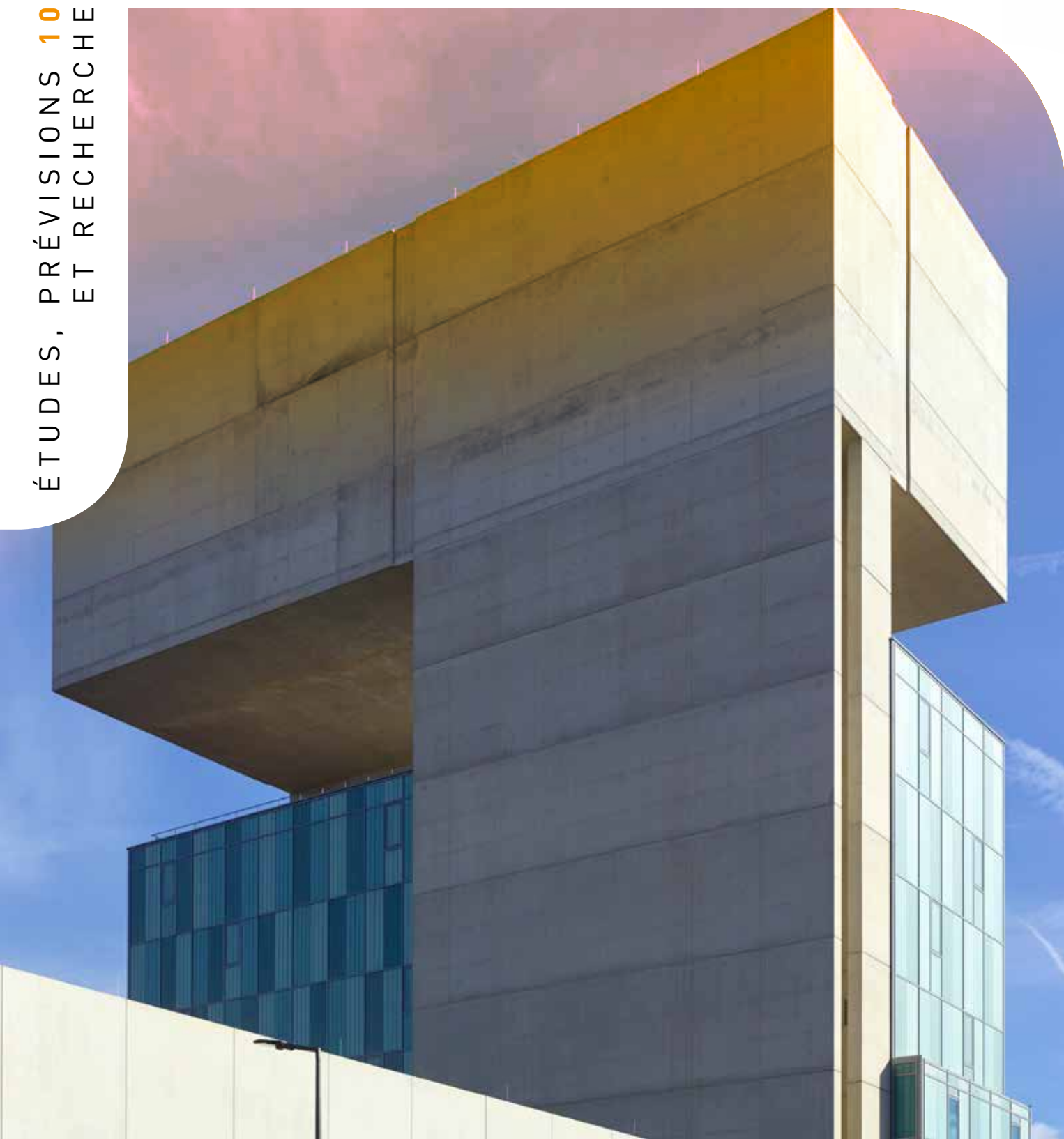
Parallèlement à la mise en œuvre du SEC 2010 dans les comptes nationaux, la balance des paiements a également été révisée par les changements méthodologiques que comporte le Manuel de la balance des paiements version 6 (MBP6) élaboré par le Fonds Monétaire International (FMI). Bien qu'établi par le FMI, et donc à priori juridiquement non contraignant, le MBP6 est repris par la suite dans un règlement européen le rendant obligatoire pour les Etats membres de l'UE. D'un point de vue méthodologique le MBP6 est désormais totalement harmonisé avec le SEC 2010, de façon à ce que la balance des paiements constitue les comptes internationaux qui font, sur le plan conceptuel, partie intégrante du cadre plus large du système de comptabilité nationale.

Si en théorie les deux systèmes sont donc complètement cohérents, les séries statistiques montrent pour l'instant toujours des différences, ceci en raison de l'utilisation de sources statistiques parfois divergentes. Néanmoins la mise en cohérence complète des comptes nationaux avec la balance des paiements figure parmi les grands objectifs de moyen terme de la division MAC.

Les principales nouveautés se résument comme suit :

- modification de la systématique (le solde de la balance des paiements n'est plus d'office zéro, mais correspond au double de la capacité de financement),
- introduction d'une balance mensuelle (délai 44^e jour calendrier),
- extension des ventilations par rubriques à fournir,
- redéfinitions et reclassifications de nombreuses transactions,
- introduction de la ventilation sectorielle,
- réduction du délai de transmission pour les résultats trimestriels ; le délai initial de t + 90 jours a été réduit à t + 85 jours (2014 – 2016), t + 82 jours (2017 – 2018) et t + 80 jours à partir de 2019,
- introduction de tableaux spécifiques pour isoler certaines opérations des entités à vocation spéciale résidentes (holdings).

En collaboration étroite avec la BCL le STATEC a pu répondre à tous ces défis, y compris la reconstitution d'une série rétrospective.



Château d'eau et atelier communal - Bascharage 2014 (Alleva Enzo Architectes)

ÉTUDES, PRÉVISIONS ET RECHERCHE

CONJONCTURE

Deux notes de conjoncture (NDC) ont été publiées en 2014 et présentées lors de conférences de presse. En outre le “Conjoncture Flash” a paru à un rythme mensuel et une série de notes et d’analyses ont été rédigées sur des sujets particuliers.

Les membres de l’équipe “Conjoncture” ont aussi participé à une série de comités et groupes de travail et ont assuré des formations.



Conférence de presse à l’occasion de la parution de la Note de conjoncture

Les études de l'équipe de recherche ont comme but de faire progresser la connaissance et la compréhension de l'économie luxembourgeoise. Les travaux sont réalisés avec rigueur scientifique par une équipe qualifiée qui confronte ses résultats au jugement des pairs et de la communauté scientifique. Ils contribuent à la réputation et à l'expertise de l'équipe de recherche.

Les recherches postdoctorales financées par le FNR ont pris leur plein essor en 2014. Le projet CORE DICE (Dynamics of Innovation and Employment in Luxembourg) cofinancé par le FNR et le STATEC, a été lancé le 1^{er} janvier. La collaboration entre l'équipe et plusieurs universités a permis le renforcement des liens entre le STATEC et les milieux académiques.

Les analyses de l'équipe de recherche s'appuient surtout sur les micro-données, mais aussi sur données agrégats, pour en tirer des éclairages sur les évolutions de l'économie nationale. Les activités de recherche se focalisent principalement sur l'élaboration des indicateurs de productivité et l'étude de ses déterminants aux niveaux des entreprises : l'innovation, la qualité de la main-d'œuvre, l'utilisation de nouvelles technologies et les dynamiques entrepreneuriales. Des nouveaux projets sur l'économie sociale et le bien-être ont été lancés.

1) Croissance et productivité

L'équipe de recherche a contribué au suivi de l'Output Gap Working Group, établi par la Commission Européenne et les pays membres de l'Union. Ce groupe de travail est chargé d'étudier des méthodes pour l'évaluation de la croissance potentielle de pays et de leur écart de production, c'est-à-dire la différence entre le PIB observé et le PIB potentiel. La méthode de la fonction de production proposée par la Commission et le groupe de travail, ainsi que les difficultés soulevées pour l'application au cas du Luxembourg, ont fait l'objet d'une analyse publiée dans la série Économie et statistiques (n°72).

Parmi les déterminants principaux de la croissance potentielle d'une économie, se trouve la productivité totale des facteurs. La productivité mesure la relation entre la production et l'utilisation des facteurs de production.

Les projets LuxKLEMS e LuxPROD, s'appuyant respectivement sur les comptes nationaux et les données issues de l'enquête structurelle des entreprises, se focalisent sur l'élaboration des indicateurs de productivités telles que la productivité totale des facteurs et la productivité du travail. Les indicateurs montrent l'évolution de l'efficacité productive de l'économie luxembourgeoise depuis 1995 à 2012. Ils permettent aussi l'analyse de la productivité au niveau des branches d'activité économiques et les changements structurels sous-jacents des tendances nationales.

Les derniers résultats obtenus dans le cadre du projet LuxKLEMS vont paraître dans un prochain Cahier. L'étude publiée dans la série "Économie et statistiques", s'appuyant sur les données au niveau des entreprises, analyse les dynamiques d'allocation des facteurs dans l'industrie manufacturière. Cette étude contribue à clarifier la relation entre l'allocation des facteurs et les gains de productivité, qui sont décomposés pour identifier la part de la croissance attribuée aux gains de productivité propres à l'entreprise de celle qui provient de l'accroissement de la part de marché de l'entreprise.

Une autre piste de recherche analyse les caractéristiques de la force de travail luxembourgeoise et ses relations avec la structure

productive du pays. Dans le cadre de ce projet pluriannuel, les chercheurs ont proposé une nouvelle approche méthodologique pour estimer la valeur du capital productif au niveau des entreprises. Ces travaux sont conduits dans le cadre du projet "Immigrants' Skills and Productivity : The Impact of Cross-Border Commuters on the Performance of Firms in Luxembourg" soutenu par le Fonds National de la Recherche du Luxembourg, et cofinancés par les Actions Marie Curie de la Commission Européenne (FP7-COFUND).

2) Innovation et performance

Innovation, compétitivité et création d'emplois sont au cœur du Programme national de réforme Luxembourg2020. Le progrès technique et l'innovation sont parmi les principaux déterminants de la compétitivité des entreprises, donc de la compétitivité de l'économie nationale. Cependant, pour en déduire des politiques d'innovation adéquates, situer l'analyse au niveau des entreprises apparaît d'une importance capitale. Le projet CORE DICE Dynamics of Innovation and Employment in Luxembourg : A Firm-Level Analysis, cofinancé par le STATEC et le FNR, vise donc à analyser les comportements innovants des entreprises luxembourgeoises et leurs conséquences économiques. En 2014, le projet, qui se déroule sur plusieurs années, s'est focalisé sur l'étude des caractéristiques des entreprises innovantes, et sur l'impact de l'innovation sur la création d'emploi. Des contributions, à apparaître dans le cahier sur "La dynamique des entreprises au Luxembourg", mettent en évidence la relevance de la dynamique du processus d'innovation et de la structure des marchés luxembourgeois. En particulier, une étude montre comme les effets de la concurrence sur l'innovation change selon la taille et le secteur d'activité de l'entreprise.

Une autre piste de recherche examine le lien de causalité entre l'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) de nouvelle génération et les performances des entreprises. On montre que l'utilisation des TIC augmente les revenus de l'entreprise, notamment lorsque leurs usages contribuent à personnaliser les produits et services.

Le STATEC participe à un projet international coordonné par EUROSTAT (ESSNET) visant à construire une base de micro-données fusionnant les enquêtes TIC et innovation avec des données administratives. La base de données a permis une analyse exploratoire de la relation entre la productivité du travail des entreprises, l'innovation et les différents indicateurs d'usage des TIC.

3) Entrepreneuriat

Le programme de recherche GEM (Global Entrepreneurship Monitor) se fixe comme objectif d'explorer et d'évaluer la contribution de l'entrepreneuriat à la croissance économique. GEM permet aussi l'analyse des caractéristiques individuelles associées à l'activité entrepreneuriale. Ainsi, les informations recueillies par des enquêtes statistiques, visent à identifier les facteurs qui encouragent ou entravent l'activité entrepreneuriale et à alimenter la formulation de politiques publiques pour stimuler l'entrepreneuriat.

Le rapport GEM 2014 présente les résultats de l'enquête conduite au Luxembourg en 2013 dans le cadre d'un partenariat entre le STATEC, le CRP Henri Tudor et l'Université du Luxembourg. Le rapport, en mettant aussi l'accent sur le rôle des immigrants

dans les activités entrepreneuriales au Luxembourg, présente nombre d'indicateurs qui mesurent l'activité entrepreneuriale, les aspirations et les attitudes des individus ; ces indicateurs sont aussi comparés avec ceux de la Belgique, de l'Allemagne et de la France.

Les principaux résultats ont été présentés lors de la conférence de presse du 4 juillet. L'enquête 2014, comprenant une partie quantitative et des entretiens d'experts, a été réalisée au cours de l'été et validée par le Consortium international en novembre.

En s'appuyant sur la base de données GEM, les chercheurs de l'équipe ont analysé les déterminants de "l'esprit d'entreprise" et, en particulier, le rôle joué par les personnes issues de l'immigration, et de l'éducation dans la création de nouvelles initiatives d'affaires au Luxembourg.

4) Économie sociale

Tandis que la compétitivité des entreprises est liée à l'innovation, le programme Luxembourg2020 met l'accent sur l'inclusion et la cohésion sociale. Cette inclusivité est liée à l'existence de certaines entreprises ou à l'action des entreprises qui visent à mettre en place une stratégie de responsabilité sociale.

Porteurs d'innovations sociales, les entrepreneurs sociaux répondent aux besoins sociaux peu ou pas couverts par le secteur public ou le marché. Un projet du STATEC en coopération avec le Département de l'économie sociale et solidaire a vu la réalisation de plusieurs études qui ont nourri un compte-rendu de l'économie sociale et solidaire au Luxembourg et de son impact économique et non économique. Bien que la définition et le périmètre de l'économie sociale et solidaire continuent d'être débattus, on entend par économie sociale et solidaire les associations, coopératives, fondations mutuelles et établissements d'utilité publique ainsi que les entreprises à but lucratif (SA et SARL) œuvrant aux activités sociales et solidaires. On montre que, avec 25 000 emplois en 2011 au Luxembourg, les entreprises sociales et solidaires ont presque doublé leur poids dans l'emploi total depuis 2000. Un tiers des entreprises sociales relèvent des services de santé et de l'action sociale. Elles regroupent les trois quarts de l'emploi total de l'économie sociale et solidaire.

L'analyse des résultats non-économiques de l'économie sociale, qui constituent un champ de recherche largement inexploré, suggère que l'économie sociale a un impact positif et durable sur le bien-être subjectif et confirme l'impact sur le public de ses actions.

Les entreprises à but lucratif ont aussi des responsabilités sociales. Ce constat est à l'origine du développement du concept de responsabilité sociale des entreprises (RSE). Les normes sociales forment un réseau d'obligations qui s'imposent aux corporations dans leurs relations avec leurs parties-prenantes. Une première étude a permis de mieux cerner les relations entre la RSE, d'une part, et les objectifs et les activités des entreprises sociales, d'autre part. Les liens de complémentarité et de concurrence ont été explicités. À partir d'une revue de la littérature et de l'analyse des statistiques disponibles, une première caractérisation des entreprises qui adoptent les principes de la responsabilité sociale des entreprises a été achevée.

5) Publications et séminaires

Le Cahier économique "La dynamique des entreprises au Luxembourg", dédié à l'analyse de la compétitivité des entreprises au Luxembourg, donne un cadre d'ensemble de travaux de recherche de l'équipe.

Cette publication a été présentée en conférence de presse le 20 novembre 2014.

Les 18 contributions de ce Cahier, qui s'appuient sur les données collectées auprès des entreprises sous l'égide du STATEC, dressent un panorama précis et nuancé de l'état du tissu productif du Luxembourg.

Les cinq parties de ce nouveau Cahier économique explorent les déterminants de la compétitivité des entreprises :

1. Compétitivité et spécialisation dans une petite économie ouverte, s'intéresse à l'analyse des performances à l'exportation de biens puis à la productivité globale des facteurs.
2. Compétitivité hors coût du Luxembourg identifie le degré de concurrence auquel sont confrontés les entreprises sur leur marché et ses liens avec leur capacité d'innovation.
3. Capacités d'innovation explore différentes mesures de l'innovation et de leur impact sur la performance des entreprises. La normalisation et l'usage qui en est fait par les entreprises sont également envisagés ainsi que les déterminants de l'innovation et leur impact sur la performance de l'entreprise et sur l'emploi.
4. Les capacités entrepreneuriales, s'intéresse plus spécifiquement à l'esprit d'entreprise grâce à la base de données internationale GEM.
5. Les entreprises actrices du développement durable, aborde des sujets inédits : l'innovation sociale, l'innovation verte et la responsabilité sociale des entreprises.

Les chercheurs de l'équipe ont participé à plusieurs conférences scientifiques internationales et aussi à plusieurs groupes de travail des organisations internationales gouvernementales. Ils ont aussi contribué à l'organisation de séminaires d'études au Luxembourg, tels que le cycle des séminaires "Inequality and ... ?"

PUBLICATIONS 2014

- T. Plotnikova and X. Chen, **Estimating productivity when firm-level capital stock is missing : A generalized imputation approach**, Économie et statistiques n°78/2014
- C. Riillo and F. Sarracino, **Motivations for corporate social responsibility : All talk and no walk ?**, Économie et statistiques n°77/2014
- M. Prombo and A. Dubrocard **A comparison of "green" productivity**, Économie et statistiques n°76/2014
- E. Rueckert and F. Sarracino, **Assessing the social and solidarity economy in Luxembourg**, Économie et statistiques n°75/2014
- C. Peroni, **The EU Commission production function approach to estimate output gap**, Économie et statistiques n°72/2014
- U. Kilinc, **Factor Allocation and Firm-Level Productivity Dynamics in Luxembourg's Manufacturing Sector**, Économie et statistiques n°71/2014
- C. Riillo, **The engagement in standardization activities : A firm level analysis of formal and company standardization**, Économie et statistiques n°70/2014
- Denise Fletcher, Oliver Giacomini, Peter Höck, 2014, **Global entrepreneurship monitor. Luxembourg.**

PRÉSENTATIONS EXTERNES

- North American Productivity Workshop, Central Bank of Canada, Ottawa, Canada.
- French Economic Association Meetings 2014, Université de Lyon, Lyon, France.
- 5th Conference on recent Developments in Macroeconomics, ZEW, Mannheim, Germany.
- EARIE 2014, Bocconi university, Milan, Italy.
- Arnoldshain Seminar XII, Universitat de Valencia, Spain.
- EURAS conference 2014, Beograd, Serbia.
- Conference on Entrepreneurship, Innovation and Enterprise Dynamics, OECD Conference Centre, Paris, France.

- 20th International Panel Data Conference, Tokyo, Japan.
- International Schumpeter Society Conference, Jena, Germany.
- European Economic Association (EEA-ESEM) Meeting, Toulouse, France.
- 2nd International well-being and public policy conference, Hamilton College, New-York, USA.
- XVIII ISA World Congress of Sociology, International Sociological Association, Tokyo, Japan.
- XII International Society for Quality Of Life Studies conference, Free University, Berlin, Germany.
- ZEW conference on National System of Entrepreneurship, Mannheim, Germany.

CEDES (CENTRE DE DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET STATISTIQUE)

La mise à jour de la liste des revues scientifiques entrées au STATEC, la saisie des sommaires des revues ainsi que leur publication sur Internet ont été réalisées continuellement. Par ailleurs, le catalogage systématique dans ALEPH (logiciel de catalogage du réseau des bibliothèques publiques luxembourgeoises) a été poursuivi.

Les travaux concernant l'établissement des Repères bibliographiques concernant l'évolution économique et sociale du Luxembourg, publiés par le STATEC à intervalles irréguliers, ont été continués.

Avec le but de numériser certaines publications stockées à la bibliothèque du STATEC, une piste de synergie avec la Bibliothèque nationale de Luxembourg a abouti dans un projet

commun. Une fois achevée, cette numérisation facilitera aux lecteurs du STATEC l'accès aux documents historiques qui constituent une mine de renseignements, pas seulement pour les étudiants et pour les chercheurs, mais pour toute personne souhaitant se documenter sur le passé. Par ailleurs, la numérisation permettra de mieux conserver les documents anciens, fragiles et menacés de décomposition, pour les générations futures, car le papier ne devra plus être touché et l'archivage électronique des documents numérisés permettra de les sauvegarder sans dégradation pour les années à venir. Le titre numérisé sera consultable à distance pour autant que les droits d'auteur le permettent.

PRÉVISIONS ET MODÉLISATION

L'année 2014 constitue le deuxième exercice plein de l'unité "prévisions et modélisation" après la séparation de l'unité "conjoncture". Tandis que cette dernière s'attache à décrire de façon objective l'état de l'économie et ses développements futurs à très court terme, la tâche de l'unité "prévisions et modélisation" est d'établir des modèles mathématiques représentant le plus fidèlement possible l'économie luxembourgeoise, dans le but d'effectuer des projections à moyen et long terme.

L'unité gère actuellement deux modèles : Modux (modèle permettant des prévisions macro-économiques à court et moyen termes) et LuxGEM (modèle standard d'équilibre général calculable). Le modèle LSM (modèle dynamique-stochastique d'équilibre général de dernière génération) a été mis entre parenthèses faute de ressources financières et humaines pouvant en garantir la gestion active respectivement le développement.

De façon générale, comme de nombreuses autres unités du STATEC, "prévisions et modélisation" doit faire face au manque de ressources humaines servant à effectuer les tâches courantes mais aussi à développer de nouveaux modèles (ou parties de modèles). Il a donc fallu recourir à la coopération avec des experts et consultants, ce qui pose ensuite le défi de pérenniser les nouvelles connaissances au sein du STATEC.

Parmi les nouveautés relatives à 2014, il convient de mettre en exergue le lancement concret de la mise en forme de LuxGEM afin de pouvoir effectuer "selon les règles de l'art" des projections en matière environnementale (énergie et émissions de CO₂). Toutefois, à ce stade, le STATEC est la seule administration à y avoir investi des ressources aussi bien humaines que financières, alors que les besoins concrets sont bien plus manifestes auprès d'autres administrations, faisant face à des contraintes de rapportage internationales.

En attendant la finalisation de la mise en forme de LuxGEM, Modux a servi de base pour toutes les prévisions produites par le STATEC, notamment celles en lien avec les projections budgétaires dans le cadre du semestre européen, en étroite coopération avec le Comité de prévision. Or, dans ce domaine également, le STATEC respectivement l'unité "prévisions et modélisation" n'ont pas les ressources nécessaires pour satisfaire pleinement les demandes extérieures. Il a, à titre d'exemple, été impossible de mettre à jour le scénario de long terme lors de la procédure budgétaire classique d'automne.



Le STATEC avait invité à discuter avec ses experts les analyses présentées dans sa Note de conjoncture 2-2014. La table ronde a été modérée par Jean-Claude Franck (rédacteur en chef Radio 100,7). Discutants : Carlo Thelen (directeur général de la Chambre de commerce) et Sylvain Hoffmann (Chambre des salariés). Présentations : Serge Allegrezza (directeur du STATEC), Ferdy Adam (prévisions et modélisation) et Bastien Larue (conjoncture).



Passerelle pour lier le Musée National d'Histoire et d'Art MNHA et le nouveau Aile Wiltheim (rue Wiltheim) 2014

COOPÉRATION STATISTIQUE INTERNATIONALE

Les activités du STATEC en matière de coopération sont multiples. Dans la zone géopolitique de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN¹) et en Afrique sub-saharienne, elles ont pour objectif d'améliorer l'utilisation des indices de développement

par la société civile. Au Cap Vert, le STATEC vise à renforcer la capacité statistique et infrastructurelle de l'Institut national de statistique du Cap Vert (INE-CV).

CAP VERT

1) Assistance dans le domaine de l'échantillonnage

Le point de départ de la coopération a été l'assistance technique dans le domaine de l'échantillonnage. Une formation de cinq jours avec travaux pratiques a eu lieu dans les locaux de l'Institut national de statistique du Cap Vert (INE-CV) en octobre 2014. Cette formation a mis en lumière que les connaissances techniques de leur personnel sont globalement très bonnes, quelques améliorations pourraient néanmoins être apportées :

- Le calcul des indicateurs issus des enquêtes de l'INE-CV et de leur précision pourrait être optimisé
- La non-réponse pourrait être analysée plus finement.
- un "rapport qualité" pourrait être produit à chaque vague d'enquête.

Finalement, il y aurait lieu d'améliorer l'aspect informatique à l'aide d'une formation sur un logiciel d'analyse statistique. Cette formation a eu lieu début mars 2015.

2) Coopération dans le domaine des comptes nationaux

Un expert et l'équipe de l'INE-CV ont mis au point un programme complet de compilation de comptes des secteurs institutionnels conforme aux exigences du SCN93². Toutes les missions étaient adaptées pour répondre aux besoins spécifiques du pays en termes d'évaluation de l'état actuel du système statistique, de démarche méthodologique, de méthodes d'estimation et de contrôle de cohérence.

Les travaux réalisés et résultats obtenus sont les suivants (liste non-exhaustive) :

- La séquence complète des comptes pour les secteurs institutionnels pour l'année 2007
- La compilation des comptes du reste du monde
- L'estimation du revenu national brut (RNB) et d'autres indicateurs ainsi que les comptes consolidés de l'économie.

Et les recommandations pour de futures activités :

Il est important de consolider les résultats obtenus et de les rendre compatibles avec l'approche selon les secteurs institutionnels par année pour toute la série 2007 – 2012. En effet, les comptes nationaux de l'INE-CV sont appelés à procéder à l'analyse des évolutions des indicateurs et préparer leur diffusion.

Dans ce cadre, le président de l'INE-CV a exprimé son besoin d'une autre mission pour le bon déroulement de l'élaboration des comptes pour la série 2007 – 2012, la validation des résultats et leur mise en forme pour publication.

Cette mission supplémentaire paraît souhaitable étant donné l'avancement de ce projet (notamment en comparaison avec d'autres projets de coopération) à condition de bien en définir le contenu, les modalités (mission sur place / appui à distance) et le calendrier.

¹ Voir <http://www.asean.org/resources/2012-02-10-08-47-55/asean-statistics>

² Système de comptabilité nationale, 1993

3) Coopération dans le domaine des comptes trimestriels et des indicateurs de compétitivité

La coopération dans ce domaine s'est déroulée dans la semaine du 10 novembre 2014 où une délégation de l'INE-CV s'est rendue à Luxembourg.

Une formation de deux jours a été assurée sur les indicateurs de compétitivité et les sujets suivants ont été abordés (liste non-exhaustive) :

- Economie luxembourgeoise
- Tableau de bord national de la compétitivité
- Benchmarks internationaux
- Activités de l'ANEC
- ...

La 3^e journée a été consacrée à une visite de l'unité d'Eurostat qui s'occupe des comptes trimestriels et les deux jours restants ont été consacrés à la méthodologie et au processus de calcul des comptes trimestriels du Luxembourg.



Deux informaticiens de l'INE-CV ont rencontré Laurent Maretti et Jérôme Freiling du STATEC

4) Coopération dans le domaine de l'informatique

En octobre 2014, le STATEC a fait un exposé détaillé des aspects de sécurité informatique (incluant des exemples d'implémentation pratique au STATEC) à deux informaticiens de l'INE-CV. L'INE-CV a acquis des tablettes permettant une collecte moderne dans le contexte de l'enquête budget et consommation des ménages (IDRF) et l'enquête multi objectifs continue.

Suivant les recommandations du STATEC, l'INE-CV optera pour la solution de mieux utiliser son équipement informatique existant avec, si nécessaire, un support de consultants externes.

A l'occasion de la visite des informaticiens cap verdiens au STATEC, ils ont pu avoir une première séance d'information sur le logiciel SABA, prévu dans le programme d'action dans le contexte décentralisation virtuelle.

RELATIONS ENTRE UTILISATEURS ET PRODUCTEURS DE STATISTIQUES / AFRISTAT NOVEMBRE 2014

Le STATEC, en collaboration avec PARIS21¹ et la GIZ² ont collaboré à la mise en place en 2014 d'une formation de formateurs pour la conduite d'ateliers nationaux "Utilisateurs et producteurs de statistiques / Développer durablement les capacités de dialogue et de communication". Prévue à Bamako en novembre 2014, cette action a été un premier pas vers une prise en compte plus formalisée et détaillée du volet communication / diffusion dans les Stratégies nationales de développement de la statistique (SNSDS)³.

ASEAN

La collaboration GIZ-STATEC a couvert deux types d'activités : d'une part, au plan régional, la formation de formateurs et, d'autre part, un appui à la mise en œuvre de volets nationaux (séminaires nationaux, mise en œuvre opérationnelle dans les pays).

SOUTH AFRICAN DEVELOPMENT COMMUNITY

Une formation de formateurs pour la réalisation d'ateliers nationaux "relations producteurs-utilisateurs" a été organisée par la GIZ en 2014 (second semestre) dans le cadre de ses activités auprès de la South African Development Community (SADC). PARIS21 pourrait appuyer en 2015 le déploiement d'activités nationales après cette formation régionale. Le STATEC a contribué techniquement à cet exercice de formation de formateurs.

RWANDA

L'office statistique du Rwanda a demandé à PARIS21 d'organiser une formation destinée aux principaux médias du pays visant à améliorer les capacités d'utilisation des données produites. L'atelier de formation a été cofinancé par PARIS21 et le STATEC. Le contenu de la formation reposait sur les outils développés par la GIZ (modules e-learning disponibles sur la plateforme de la GIZ et matériel pédagogique développé pour les formations "Relations publiques et statistiques").

BÉNIN

Le Directeur général de l'Institut statistique béninois a sollicité un appui de la part de PARIS21 pour le lancement et le plaidoyer en faveur de la réforme en cours de la statistique nationale. Une mission d'appui a été réalisée. Elle visait à apporter un soutien sous forme de coaching (appui et coaching du Directeur général du Bénin pour la présentation des nouvelles lois relatives à la statistique auprès des parlementaires, de la société civile et des bailleurs de fonds). Le conseiller spécial pour la coopération du STATEC et un ancien élu luxembourgeois du Parlement européen ont participé à cette mission et ont assuré l'appui au Directeur général de l'Institut statistique de Bénin.

¹ Voir <http://www.paris21.org/>

² Voir <http://www.giz.de/>

³ Voir <http://www.paris21.org/NSDS>





STATEC

Institut national de la statistique
et des études économiques

Centre Administratif Pierre Werner
13, rue Erasme
L-1468 Luxembourg-Kirchberg
Tél. : 00352 247 84333 • Fax : 00352 46 42 89
B.P. 304 L-2013 Luxembourg
info@statec.etat.lu • www.statec.lu